

Projet de décision afin d'obtenir l'agrément des membres associés

Suivant l'ordre du jour en point 3 (en rouge les modifications proposées) :

Statuts avant modification	Proposition de modification des statuts (en rouge)
TITRE I – Dispositions générales	TITRE I – Dispositions générales
Article 1 – Dénomination	Article 1 – Dénomination
<p>L'association est dénommée « Les Cuisines Bruxelloises».</p> <p>Il s'agit d'une association de droit public poursuivant des buts sociaux constituée en exécution de l'article 79 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976 dans le respect des articles 118 à 135.</p>	<p>L'association est dénommée « Les Cuisines Bruxelloises».</p> <p>Il s'agit d'une association de droit public poursuivant des buts sociaux constituée en exécution de l'article 79 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976 dans le respect des articles 118 à 135.</p>
Article 2 – Siège social et sièges d'exploitation	Article 2 – Siège social, siège administratif et sièges d'exploitation
<p>Le siège social de l'association est établi à 1000 Bruxelles, Hôtel de Ville, Grand Place.</p> <p>Il peut être transféré par décision du Conseil d'administration en tout autre lieu situé sur le territoire de la Ville de Bruxelles.</p> <p>Toute décision de déplacement du siège social doit être publiée dans le mois aux annexes du Moniteur Belge à la diligence et sous la responsabilité du Conseil d'administration.</p> <p>Il existe plusieurs sièges d'exploitation. D'autres sièges d'exploitation peuvent être établis.</p>	<p>Le siège social de l'association est établi à 1000 Bruxelles, Hôtel de Ville, Grand Place.</p> <p>Il peut être transféré par décision du Conseil d'administration en tout autre lieu situé sur le territoire de la Ville de Bruxelles.</p> <p>Toute décision de déplacement du siège social doit être publiée dans le mois aux annexes du Moniteur Belge à la diligence et sous la responsabilité du Conseil d'administration.</p> <p>Le siège administratif de l'association est situé à 1020 Bruxelles, Avenue Jean Sobieski, 13.</p> <p>Il existe plusieurs sièges d'exploitation. D'autres sièges d'exploitation peuvent être établis.</p>
Article 3 - Durée et prorogation	Article 3 - Durée et prorogation
<p>L'association est constituée pour une durée de trente années, à compter du 1^{er} juillet 2004.</p> <p>Sans préjudice de l'article 132 de la loi organique des centres publics d'aide sociale du 8 juillet 1976, l'Assemblée générale peut décider de la prorogation de l'association, à la majorité des deux tiers des voix</p>	<p>L'association est constituée pour une durée de trente années, à compter du 1^{er} juillet 2004.</p> <p>Sans préjudice de l'article 132 de la loi organique des centres publics d'aide sociale du 8 juillet 1976, l'Assemblée générale peut décider de la prorogation de l'association, à la majorité des deux tiers des voix</p>

LES CUISINES BRUXELLOISES

Association régie par la loi du 8 juillet 1976
 Avenue Jean Sobieski 13 – 1020 Bruxelles
 Siège social : Hôtel de Ville
 Grand Place - 1000 Bruxelles

DE BRUSSELSE KEUKENS

Vereniging onderworpen aan de wet van 8 juli 1976
 Jan Sobieskilaan 13 – 1020 Brussel
 Maatschappelijke zetel : Stadhuis
 Grote Markt - 1000 Brussel

<p>des membres présents ou représentés et pour autant que les votes positifs émis comprennent la majorité des suffrages exprimés par les représentants des personnes de droit public. L'association peut être prorogée pour un ou plusieurs termes dont chacun ne peut, toutefois, dépasser trente ans.</p> <p>Aucun associé ne peut cependant être tenu au-delà du terme fixé avant que n'intervienne la prorogation.</p> <p>L'association ne peut prendre d'engagements pour un terme excédant sa durée que moyennant toutes mesures utiles afin que ces engagements soient respectés sans rendre plus difficile ou onéreux l'exercice du droit, pour un associé, de ne pas participer à la prorogation.</p>	<p>des membres présents ou représentés et pour autant que les votes positifs émis comprennent, en outre, la majorité simple des suffrages exprimés par les représentants des membres fondateurs. L'association peut être prorogée pour un ou plusieurs termes dont chacun ne peut, toutefois, dépasser trente ans.</p> <p>Aucun associé ne peut cependant être tenu au-delà du terme fixé avant que n'intervienne la prorogation.</p> <p>L'association ne peut prendre d'engagements pour un terme excédant sa durée que moyennant toutes mesures utiles afin que ces engagements soient respectés sans rendre plus difficile ou onéreux l'exercice du droit, pour un associé, de ne pas participer à la prorogation.</p>
<p>Article 4 - Dissolution</p>	<p>Article 4 - Dissolution</p>
<p>Sans préjudice de l'article 132 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, l'Assemblée générale peut décider de la dissolution avant terme de l'association conformément aux règles prévues pour sa prorogation.</p>	<p>Sans préjudice de l'article 132 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, l'Assemblée générale peut décider de la dissolution avant terme de l'association conformément aux règles prévues pour sa prorogation.</p>
<p>Article 5 - Objet</p>	<p>Article 5 - Objet</p>
<p>§ 1^{er} L'association a pour objet la préparation, la finition, la vente, la livraison de repas et la fourniture d'aliments à ses membres pour les besoins de leur personnel et du personnel des établissements qui en dépendent, ainsi que pour les besoins des usagers des services publics qu'ils organisent seuls ou en association avec d'autres membres associés, tels qu'écoles, crèches, plaines de vacances, maisons de repos, maisons de repos et de soins, centres d'accueils de jour, hôpitaux, etc...</p> <p>L'association a également pour objet la préparation, la finition, la vente et la livraison de repas et d'aliments à ses membres pour les besoins des écoles libres situées sur leur territoire dans le cadre de la mise en œuvre de la politique des avantages sociaux.</p> <p>L'association a enfin pour objet la préparation, la finition, la vente et la livraison de repas et d'aliments à des tiers pour autant que cette activité soit accessoire,</p>	<p>§ 1^{er}. L'association a pour objet la préparation, la finition, la vente, la livraison de repas et la fourniture d'aliments à ses membres pour les besoins de leur personnel et du personnel des établissements qui en dépendent, ainsi que pour les besoins des usagers des services publics qu'ils organisent seuls ou en association avec d'autres membres associés, tels qu'écoles, crèches, plaines de vacances, maisons de repos, maisons de repos et de soins, centres d'accueils de jour, hôpitaux, etc...</p> <p>L'association a également pour objet la préparation, la finition, la vente et la livraison de repas et d'aliments à ses membres pour les besoins des écoles libres situées sur leur territoire dans le cadre de la mise en œuvre de la politique des avantages sociaux.</p> <p>L'association a enfin pour objet la préparation, la finition, la vente et la livraison de repas et d'aliments à des tiers pour autant que cette activité soit accessoire,</p>

<p>ne s'oppose pas ou contribue au développement de son activité principale et ne lui confère pas vocation de marché.</p> <p>Afin de réaliser l'objet visé au § 1er, l'association :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Achète des denrées alimentaires et tous autres biens et matériaux utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social. Les « achats » s'entendent comme étant l'ensemble des biens, services, travaux, acquis par l'association, qu'il s'agisse notamment de consommables, matériel ou investissements ; 2. Preste divers services liés au domaine de la restauration tels que la mise à disposition de salles, service de salle, matériel, boissons, etc., à l'occasion d'événements ; 3. Développe et promeut une alimentation saine ; 4. Recherche de manière permanente la meilleure qualité et équilibre nutritif possible pour l'enfant, l'adolescent et l'adulte ; 5. Réalise toutes opérations civiles ou commerciales, mobilières ou immobilières se rapportant directement (ou indirectement) à son objet. 	<p>ne s'oppose pas ou contribue au développement de son activité principale et ne lui confère pas vocation de marché.</p> <p>Afin de réaliser l'objet visé au § 1er, l'association :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Achète, produit ou faire produire des denrées alimentaires et tous autres biens et matériaux utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social. Les « achats » s'entendent comme étant l'ensemble des biens, services, travaux, acquis par l'association, qu'il s'agisse notamment de consommables, matériel ou investissements ; 2. Preste divers services liés au domaine de la restauration tels que la mise à disposition de salles, service de salle, matériel, boissons, etc., à l'occasion d'événements ; 3. Développe et promeut une alimentation locale et durable ; 4. Recherche de manière permanente la meilleure qualité et équilibre nutritif possible par la préparation d'une alimentation saine pour l'enfant, l'adolescent et l'adulte ; 5. Réalise toutes opérations civiles ou commerciales, mobilières ou immobilières se rapportant directement (ou indirectement) à son objet. <p>§ 2. L'association a également pour objet le développement d'activités, assurée ou organisée avec des tiers (conférences, ateliers thématiques, campagnes de sensibilisation, ...) à destination de ses membres et de tiers au tour de la nutrition et de l'alimentation durable.</p>
<p><u>TITRE II – Des membres associés et de leurs apports, engagements et cotisations</u></p>	<p><u>TITRE II – Des membres associés et de leurs apports, engagements et cotisations</u></p>
<p><u>Article 6 – Fondateurs et Associés</u></p>	<p><u>Article 6 – Fondateurs et Associés</u></p>
<p>§ 1^{er}. Les membres associés fondateurs de l'Association sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La Ville de Bruxelles, 	<p>§ 1^{er}. Les membres associés fondateurs de l'Association sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La Ville de Bruxelles,

<p>2. Le CPAS de Bruxelles,</p> <p>3. L'Association Hospitalière de Bruxelles et de Schaerbeek – Centre Hospitalier Universitaire Brugmann,</p> <p>4. Le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre</p> <p>§ 2. Sans préjudice des articles 118 et 125 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, l'Association peut admettre de nouveaux membres publics.</p> <p>Cette admission est décidée par l'Assemblée générale à la double majorité de deux tiers des voix et de deux tiers des votes des représentants des membres publics de l'Association.</p> <p>L'Assemblée générale fixe leur représentation en son sein et au sein du Conseil d'administration, ainsi que la nature et le montant de leurs apports, de leurs cotisations éventuelles, de leur participation dans les résultats de l'exploitation et de leur mode d'intervention dans le coût de l'exploitation de la structure.</p> <p>En aucun cas, l'ensemble des nouveaux membres ne pourra détenir plus de voix délibératives dans les organes de l'Association que l'ensemble des membres fondateurs associés.</p> <p>§ 2 bis. Les membres associés non fondateurs sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Centre Public d'Action Sociale d'Evere 2. La Commune de Saint-Josse-ten-Noode 3. La Commune d'Evere 4. La Commune de Jette 5. La Commune de Berchem-Sainte-Agathe 6. La Commune d'Anderlecht 7. Le Centre Public d'Action Sociale d'Anderlecht 8. Le Centre Public d'Action Sociale de Jette 9. Institut Jules BORDET 10. Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola 11. La Commune d'Auderghem 12. La Commune de Molenbeek-Saint-Jean 	<p>2. Le CPAS de Bruxelles,</p> <p>3. L'Association Hospitalière de Bruxelles et de Schaerbeek – Centre Hospitalier Universitaire Brugmann,</p> <p>4. Le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre</p> <p>§ 2. Sans préjudice des articles 118 et 125 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, l'Association peut admettre de nouveaux membres publics.</p> <p>Cette admission est décidée par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés et pour autant que les votes positifs émis comprennent, en outre, la majorité simple des suffrages exprimés par les représentants des membres fondateurs.</p> <p>L'Assemblée générale fixe leur représentation en son sein et au sein du Conseil d'administration, ainsi que la nature et le montant du coût de la prestation et de leurs cotisations éventuelles.</p> <p>§ 2 bis. Les membres associés non fondateurs sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Centre Public d'Action Sociale d'Evere 2. La Commune de Saint-Josse-ten-Noode 3. La Commune d'Evere 4. La Commune de Jette 5. La Commune de Berchem-Sainte-Agathe 6. La Commune d'Anderlecht 7. Le Centre Public d'Action Sociale d'Anderlecht 8. Le Centre Public d'Action Sociale de Jette 9. Institut Jules BORDET 10. Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola 11. La Commune d'Auderghem 12. La Commune de Molenbeek-Saint-Jean 13. La commune de Woluwe-Saint-Pierre
--	---

<p>§ 3. Les associés ne sont pas solidaires. Ils ne sont tenus des engagements sociaux que proportionnellement et jusqu'à concurrence du montant de leur apport.</p>	<p>§ 3. Les associés ne sont pas solidaires. Ils ne sont tenus des engagements sociaux que proportionnellement et jusqu'à concurrence du montant du coût de la prestation fixée lors de leur admission.</p>
<p>Article 7 - Démission</p>	<p>Article 7 - Démission</p>
<p>Sans préjudice de l'application de l'article 123 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, la démission d'un membre associé ne peut être acceptée que par décision de l'Assemblée générale statuant à la double majorité des deux tiers des voix, non comprise(s) celle(s) de l'associé qui désire démissionner et des deux tiers des votes des représentants des membres publics de l'Association et pour autant que cela n'ait pas pour effet de réduire le nombre d'associés en deçà de deux.</p> <p>Le membre associé qui veut démissionner doit manifester son intention par lettre recommandée à la poste au Président du Conseil d'administration dans les six premiers mois de l'exercice social, étant entendu que, même acceptée, la démission ne sortira ses effets qu'à l'expiration dudit exercice.</p> <p>Lorsqu'un membre associé démissionne en application de l'article 123 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, l'alinéa 2 de cette disposition est d'application.</p> <p>En cas d'acceptation de la démission d'un membre associé, conformément à l'alinéa 1^{er} du présent article des statuts, l'article 123, alinéa 2, de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976 est également d'application.</p> <p>Toutefois, dans ce cas, la valeur nette de l'apport éventuel fait à l'association par le membre associé démissionnaire, est remboursée à celui-ci sur une période de cinq ans, à raison d'un cinquième de la valeur nette de son apport par an. Le Conseil d'administration peut, de commun accord avec le membre associé démissionnaire, fixer d'autres modalités de remboursement, notamment fixer une durée plus longue de remboursement.</p>	<p>Sans préjudice de l'application de l'article 123 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, la démission d'un membre associé ne peut être acceptée que par décision de l'Assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents, non comprise(s) celle(s) du membre qui désire démissionner, et pour autant que les votes positifs émis comprennent, en outre, la majorité simple des suffrages exprimés par les représentants des membres fondateurs pour autant que cela n'ait pas pour effet de réduire le nombre d'associés en deçà de deux.</p> <p>Le membre associé qui veut démissionner doit manifester son intention par lettre recommandée à la poste au Président du Conseil d'administration dans les six premiers mois de l'exercice social, étant entendu que, même acceptée, la démission ne sortira ses effets qu'à l'expiration dudit exercice.</p> <p>Lorsqu'un membre associé démissionne en application de l'article 123 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, l'alinéa 2 de cette disposition est d'application.</p> <p>En cas d'acceptation de la démission d'un membre associé, conformément à l'alinéa 1^{er} du présent article des statuts, l'article 123, alinéa 2, de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976 est également d'application.</p> <p>Toutefois, dans ce cas, la valeur nette de l'apport éventuel fait à l'association par le membre associé démissionnaire, est remboursée à celui-ci sur une période de cinq ans, à raison d'un cinquième de la valeur nette de son apport par an. Le Conseil d'administration peut, de commun accord avec le membre associé démissionnaire, fixer d'autres modalités de remboursement, notamment fixer une durée plus longue de remboursement.</p>

	Dans le cas où l'association a effectué des investissements pour le compte de l'associé démissionnaire, celui-ci s'engage à rembourser le solde non amorti des investissements et ce dans les 6 mois de sa démission.
Article 8 – Exclusion	Article 8 – Exclusion
<p>Un membre associé ne peut être exclu que pour d'inexécution dûment établie de ses obligations statutaires ou légales envers l'association. Cette exclusion est décidée par l'Assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, non comprise(s) celle(s) de l'associé concerné. Le membre associé est préalablement entendu ou dûment appelé. Le vote est secret.</p> <p>L'article 7, alinéa 4, des présents statuts est d'application à l'associé exclu en application de l'alinéa précédent. Toutefois, il n'a droit au remboursement de son apport éventuel qu'à concurrence de 50% de la valeur nette de celui-ci, estimée au moment de l'exclusion.</p> <p>Ce remboursement ne peut, toutefois, intervenir qu'une fois que l'associé exclu s'est acquitté de ses quotes-parts dans le déficit ainsi que de ses cotisations éventuelles. Il s'acquitte de ces quotes-parts dès la décision de son exclusion.</p>	<p>Un membre associé ne peut être exclu que pour cause d'inexécution dûment établie de ses obligations statutaires ou légales envers l'association. Cette exclusion est décidée par l'Assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents, non comprise(s) celle(s) du membre associé concerné, et pour autant que les votes positifs émis comprennent, en outre, la majorité simple des suffrages exprimés par les représentants des membres fondateurs. Le membre associé est préalablement entendu ou dûment appelé. Le vote est secret.</p> <p>L'article 7, alinéa 4, des présents statuts est d'application à l'associé exclu en application de l'alinéa précédent. Toutefois, il n'a droit au remboursement de son apport éventuel qu'à concurrence de 50% de la valeur nette de celui-ci, estimée au moment de l'exclusion.</p> <p>Ce remboursement ne peut, toutefois, intervenir qu'une fois que l'associé exclu s'est acquitté de ses quotes-parts dans le déficit ainsi que de ses cotisations éventuelles. Il s'acquitte de ces quotes-parts dès la décision de son exclusion.</p>
Article 9 - Apports	Article 9 - Apports
<p>Par convention de bail emphytéotique ou contrat de bail, les biens immobiliers nécessaires à l'activité de l'Association sont mis à sa disposition. Les membres fondateurs de l'Association mettent ainsi leurs cuisines à disposition de l'Association.</p> <p>Les membres associés font apport à l'association des meubles à affecter à la réalisation de l'objet social de l'Association.</p> <p>Les membres associés peuvent également faire des apports en nature.</p>	<p>Par convention de bail emphytéotique ou contrat de bail, les biens immobiliers nécessaires à l'activité de l'Association sont mis à sa disposition. Les membres fondateurs de l'Association mettent ainsi leurs cuisines à disposition de l'Association.</p> <p>Les membres associés font apport à l'association des meubles à affecter à la réalisation de l'objet social de l'Association.</p> <p>Les membres associés peuvent également faire des apports en nature.</p>

L'ensemble des apports fait l'objet d'un inventaire.	L'ensemble des apports fait l'objet d'un inventaire.
Article 10 – Engagements - compétence	Article 10 – Engagements - compétence
Les associés confient à l'Association la compétence exclusive pour poser les actes nécessaires à la gestion des matières relevant de l'objet statutaire. Les associés s'engagent à s'abstenir de poser des actes qui entrent dans la sphère de compétence de l'Association.	Les associés confient à l'Association la compétence exclusive pour poser les actes nécessaires à la gestion des matières relevant de l'objet statutaire. Les associés s'engagent à s'abstenir de poser des actes qui entrent dans la sphère de compétence de l'Association.
Article 11 – Engagements - personnel	Article 11 – Engagements - personnel
<p>§ 1^{er}. Dans le respect de l'article 128 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, les membres fondateurs de l'association transfèrent, à partir du 1^{er} janvier 2005, les membres de leurs personnels affectés aux services repris en annexe à l'Association qui les reprend.</p> <p>§ 2. Toutefois, jusqu'au 31 décembre 2004, les membres fondateurs de l'association mettent ces mêmes membres de leurs personnels à disposition de l'Association. Les membres des personnels mis à disposition restent affectés aux mêmes sites d'exploitation.</p> <p>§3. L'Assemblée générale de l'Association peut, lorsqu'elle statue sur l'admission d'un ou de plusieurs nouveaux membres en exécution de l'article 6, § 2, des présents statuts, décider de la reprise ou de la mise à disposition de certains membres du personnel du ou des nouveaux membres de l'Association.</p>	<p>§ 1^{er}. Dans le respect de l'article 128 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, les membres fondateurs de l'association transfèrent, à partir du 1^{er} janvier 2005, les membres de leurs personnels affectés aux services repris en annexe à l'Association qui les reprend.</p> <p>§ 2. Toutefois, jusqu'au 31 décembre 2004, les membres fondateurs de l'association mettent ces mêmes membres de leurs personnels à disposition de l'Association. Les membres des personnels mis à disposition restent affectés aux mêmes sites d'exploitation.</p> <p>§3. L'Assemblée générale de l'Association peut, lorsqu'elle statue sur l'admission d'un ou de plusieurs nouveaux membres en exécution de l'article 6, § 2, des présents statuts, décider de la reprise ou de la mise à disposition de certains membres du personnel du ou des nouveaux membres de l'Association.</p>
Article 12 – Cotisations	Article 12 – Cotisations
Les membres associés ne versent aucune cotisation, sauf décision contraire de l'Assemblée générale.	Les membres associés ne versent aucune cotisation, sauf décision contraire de l'Assemblée générale.
TITRE III – L'Assemblée générale	TITRE III – L'Assemblée générale

Chapitre I – Composition	Chapitre I – Composition
<p>Article 13 - Composition de l'Assemblée générale – Durée du mandat</p>	<p>Article 13 - Composition de l'Assemblée générale – Durée du mandat</p>
<p>§ 1^{er}. Sans préjudice de l'article 124, alinéa 2, de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, l'Assemblée générale de l'Association est composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 14 membres représentant les membres associés fondateurs dont : <ul style="list-style-type: none"> - 8 membres élus par le Conseil communal de la Ville de Bruxelles conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale, - 4 membres désignés en son sein par le Conseil de l'Aide sociale de Bruxelles, conformément à l'article 124, alinéa 2, de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, - les présidents du CHU Saint-Pierre et du CHU Brugmann, - Les représentants des autres membres associés, non fondateurs, sont : <ul style="list-style-type: none"> - Pour le Centre Public d'Action Sociale d'Evere, un membre désigné en son sein par le Conseil de l'Action sociale d'Evere, conformément à l'article 124, alinéa 2, de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976. - Pour la commune de Saint-Josse-ten-Noode, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune de Saint-Josse-ten-Noode conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. 	<p>§ 1^{er}. Sans préjudice de l'article 124, alinéa 2, de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, l'Assemblée générale de l'Association est composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 14 membres représentant les membres associés fondateurs dont : <ul style="list-style-type: none"> - 8 membres élus par le Conseil communal de la Ville de Bruxelles conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale, - 4 membres désignés en son sein par le Conseil de l'Aide sociale de Bruxelles, conformément à l'article 124, alinéa 2, de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, - Pour l'Association Hospitalière de Bruxelles et de Schaerbeek - Centre Hospitalier Universitaire Brugmann, 1 membre de son conseil d'administration désigné en son sein, - Pour Le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre, 1 membre de son Conseil d'Administration désigné en son sein, - Les représentants des autres membres associés, non fondateurs, sont : <ul style="list-style-type: none"> - Pour le Centre Public d'Action Sociale d'Evere, un membre désigné en son sein par le Conseil de l'Action sociale d'Evere, conformément à l'article 124, alinéa 2, de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976. - Pour la commune de Saint-Josse-ten-Noode, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune de Saint-Josse-ten-Noode conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale.

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Pour la commune d'Evere, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune d'Evere conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. - Pour la commune de Jette, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune de Jette conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. - Pour la commune de Berchem-Sainte-Agathe, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune de Berchem-Sainte-Agathe conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. - Pour la commune d'Anderlecht, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune d'Anderlecht conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. - Pour le Centre Public d'Action Sociale d'Anderlecht, un membre désigné en son sein par le Conseil de l'Action sociale d'Anderlecht, conformément à l'article 124, alinéa 2, de la loi organique des Centre Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976. - Pour le Centre Public d'Action Sociale de Jette, un membre désigné en son sein par le Conseil de l'Action sociale de Jette, conformément à l'article 124, alinéa 2, de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976. - Pour l'Institut Jules Bordet, 1 membre de son conseil d'administration désigné en son sein. - Pour l'Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola, 1 membre de son conseil d'administration désigné en son sein. - Pour la commune d'Auderghem, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune d'Auderghem conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. | <ul style="list-style-type: none"> - Pour la commune d'Evere, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune d'Evere conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. - Pour la commune de Jette, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune de Jette conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. - Pour la commune de Berchem-Sainte-Agathe, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune de Berchem-Sainte-Agathe conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. - Pour la commune d'Anderlecht, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune d'Anderlecht conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. - Pour le Centre Public d'Action Sociale d'Anderlecht, un membre désigné en son sein par le Conseil de l'Action sociale d'Anderlecht, conformément à l'article 124, alinéa 2, de la loi organique des Centre Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976. - Pour le Centre Public d'Action Sociale de Jette, un membre désigné en son sein par le Conseil de l'Action sociale de Jette, conformément à l'article 124, alinéa 2, de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976. - Pour l'Institut Jules Bordet, 1 membre de son conseil d'administration désigné en son sein. - Pour l'Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola, 1 membre de son conseil d'administration désigné en son sein. - Pour la commune d'Auderghem, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune d'Auderghem conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale. |
|---|---|

- Pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune de Molenbeek-Saint-Jean conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale.

Chaque membre de l'Assemblée générale peut se faire représenter par procuration par un autre membre de ladite Assemblée générale étant entendu que chaque membre de l'Assemblée générale ne peut être porteur que d'une procuration.

§ 2. Le mandat des membres de l'Assemblée générale a une durée identique à la durée de leur mandat au sein des organes des associés. A défaut, il est de 6 ans.

Les membres de l'Assemblée générale continuent de siéger dans les organes de l'association tant qu'ils n'ont pas été remplacés par les nouveaux membres et que ceux-ci n'ont pas été installés.

§ 3. Tout membre de l'Assemblée générale qui perd la qualité de représentant de l'associé qu'il représente est réputé démissionnaire de plein droit de toutes les fonctions et qualités exercées dans l'Association.

En cas de vacance d'un siège à l'Assemblée générale en application de l'alinéa précédent ou de toute autre circonstance, les mandataires du membre associé concerné pourvoient immédiatement à son remplacement. Le membre élu en remplacement achève le mandat du membre auquel il succède.

§ 4. Les membres associés peuvent, chacun pour ce qui les concerne, mettre fin à tout moment, au mandat des membres de l'Assemblée générale qu'ils ont respectivement désignés.

Article 14 - Présidence et secrétariat

- Pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune de Molenbeek-Saint-Jean conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale.

- Pour la commune de Woluwe-Saint-Pierre, 1 membre élu par le Conseil communal de la commune de Woluwe-Saint-Pierre conformément à l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale.

Chaque membre de l'Assemblée générale peut se faire représenter par procuration par un autre membre de ladite Assemblée générale étant entendu que chaque membre de l'Assemblée générale ne peut être porteur que d'une procuration.

§ 2. Le mandat des membres de l'Assemblée générale a une durée identique à la durée de leur mandat au sein des organes des associés. A défaut, il est de 6 ans.

Les membres de l'Assemblée générale continuent de siéger dans les organes de l'association tant qu'ils n'ont pas été remplacés par les nouveaux membres et que ceux-ci n'ont pas été installés.

§ 3. Tout membre de l'Assemblée générale qui perd la qualité de représentant de l'associé qu'il représente est réputé démissionnaire de plein droit de toutes les fonctions et qualités exercées dans l'Association.

En cas de vacance d'un siège à l'Assemblée générale en application de l'alinéa précédent ou de toute autre circonstance, les mandataires du membre associé concerné pourvoient immédiatement à son remplacement. Le membre élu en remplacement achève le mandat du membre auquel il succède.

§ 4. Les membres associés peuvent, chacun pour ce qui les concerne, mettre fin à tout moment, au mandat des membres de l'Assemblée générale qu'ils ont respectivement désignés.

Article 14 - Présidence et secrétariat

L'Assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration. Le secrétariat est assuré par le Directeur général de l'Association.	L'Assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration, en cas d'absence, la Présidence est reprise par un des membres présents. Le secrétariat est assuré par le Directeur général de l'Association.
Chapitre II – Convocation	Chapitre II – Convocation
Article 15 – Réunion	Article 15 – Réunion
<p>L'Assemblée générale se réunit obligatoirement une fois par an dans le courant du second trimestre, aux jours et aux heures fixées par le Conseil d'administration et indiqués dans la convocation.</p> <p>Le Conseil d'administration peut, en outre, convoquer l'Assemblée générale aussi souvent qu'il le juge opportun.</p> <p>Le Conseil d'administration est tenu de convoquer l'Assemblée générale à la demande des membres de l'Assemblée générale qui représentent au moins un tiers des voix.</p>	<p>§ 1^{er}. L'Assemblée générale se réunit obligatoirement une fois par an dans le courant du second trimestre, aux jours et aux heures fixées par le Conseil d'administration et indiqués dans la convocation.</p> <p>Le Conseil d'administration peut, en outre, convoquer l'Assemblée générale aussi souvent qu'il le juge opportun.</p> <p>Le Conseil d'administration est tenu de convoquer l'Assemblée générale à la demande des membres de l'Assemblée générale qui représentent au moins un tiers des voix.</p> <p>§ 2. L'Assemblée générale peut se tenir soit physiquement, soit à distance, au moyen de technique de télécommunication électronique permettant une délibération collective, telles que les conférences téléphoniques ou vidéo.</p> <p>Dans la seconde hypothèse, le moyen de technique électronique doit permettre aux représentants des membres de l'Association de prendre de manière directe, simultanée et continue des discussions ayant lieu et d'exercer leur droit de vote sur tous les points sur lesquels l'Assemblée générale est appelée à se prononcer.</p>
Article 16 – Mode de convocation - ordre du jour	Article 16 – Mode de convocation - ordre du jour
<p>Les convocations à l'Assemblée générale se font par lettres ordinaires signées par le Directeur général. Elles contiennent tous les points mis à l'ordre du jour par le Conseil d'administration ou à la demande des membres de l'Assemblée générale qui représentent au moins un tiers de voix.</p>	<p>§ 1^{er}. Dans l'hypothèse où l'Assemblée générale se tient physiquement, les convocations à l'Assemblée générale se font par lettres ordinaires ou par courrier électronique signés par le Directeur général. Elles contiennent tous les points mis à l'ordre du jour par le Conseil d'administration ou à la demande des membres de l'Assemblée générale qui représentent au moins un tiers de voix.</p>

	<p>§ 2. Dans l'hypothèse où l'Assemblée générale se tient à distance, les convocations se font par courrier électronique signé par le Directeur général.</p> <p>Elles contiennent tous les points mis à l'ordre du jour par le Conseil d'administration ou à la demande des membres de l'Assemblée générale qui représentent au moins un tiers de voix.</p> <p>Elles contiennent, en outre, une description claire et précise des procédures relatives à la participation à distance.</p>
<p>Article 17 – Délais</p>	<p>Article 17 – Délais</p>
<p>§ 1^{er}. Sauf les cas d'urgence admis par le Conseil d'administration, les convocations à l'Assemblée générale sont adressées vingt jours au moins avant la date prévue pour l'Assemblée générale.</p> <p>A cette occasion, les membres de l'Assemblée générale sont invités à faire connaître dans les huit jours qui suivent la convocation les points supplémentaires qu'ils désireraient mettre à l'ordre du jour.</p> <p>Si l'ordre du jour est modifié ou complété en exécution de l'alinéa précédent, un ordre du jour supplémentaire est transmis courrier ordinaire et courriel aux membres de l'Assemblée générale au moins trois jours avant la date prévue pour l'Assemblée générale.</p> <p>§ 2. En exécution de l'article 122 alinéa 2 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, lorsque les points à l'ordre du jour portent sur des modifications des statuts qui entraînent pour les membres associés une aggravation de leurs obligations ou une diminution de leurs droits dans l'Association, ils doivent préalablement recevoir l'agrément des membres associés.</p> <p>A cette fin, le projet de décision doit être communiqué aux membres associés concernés 30 jours au moins avant la date fixée pour l'Assemblée générale, de même qu'un rappel des dispositions applicables.</p> <p>Tout membre associé qui n'aura pas délibéré en temps utile sera réputé s'abstenir.</p>	<p>§ 1^{er}. Sauf les cas d'urgence admis par le Conseil d'administration, les convocations à l'Assemblée générale sont adressées vingt jours au moins avant la date prévue pour l'Assemblée générale.</p> <p>A cette occasion, les membres de l'Assemblée générale sont invités à faire connaître dans les huit jours qui suivent la convocation les points supplémentaires qu'ils désireraient mettre à l'ordre du jour.</p> <p>Si l'ordre du jour est modifié ou complété en exécution de l'alinéa précédent, un ordre du jour supplémentaire est transmis courrier ordinaire et courriel aux membres de l'Assemblée générale au moins trois jours avant la date prévue pour l'Assemblée générale.</p> <p>§ 2. En exécution de l'article 122 alinéa 2 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, lorsque les points à l'ordre du jour portent sur des modifications des statuts qui entraînent pour les membres associés une aggravation de leurs obligations ou une diminution de leurs droits dans l'Association, ils doivent préalablement recevoir l'agrément des membres associés.</p> <p>A cette fin, le projet de décision doit être communiqué aux membres associés concernés 60 jours au moins avant la date fixée pour l'Assemblée générale, de même qu'un rappel des dispositions applicables.</p> <p>Tout membre associé qui n'aura pas délibéré en temps utile sera réputé s'abstenir.</p>

Chapitre III – Attributions	Chapitre III – Attributions
Article 18 – Election des membres du Conseil d’administration	Article 18 – Election des membres du Conseil d’administration
Lors de sa séance d’installation, et tous les six ans, l’Assemblée générale élit les membres du Conseil d’administration à la double majorité des deux tiers des voix et des deux tiers des votes des représentants des membres publics de l’Association.	Lors de sa séance d’installation, et tous les six ans, l’Assemblée générale élit les membres du Conseil d’administration à la majorité des deux tiers des voix des membres présents et pour autant que les votes positifs émis comprennent, en outre, la majorité simple des suffrages exprimés par les représentants des membres fondateurs.
Article 19 - Compétences	Article 19 - Compétences
L’Assemblée générale est compétente pour : <ul style="list-style-type: none"> - la modification des statuts, - l’approbation des comptes de l’Association, - la détermination des cotisations éventuelles à verser par les associés, - la dissolution volontaire de l’association et la répartition du patrimoine, - l’admission de nouveaux membres associés, - la démission ou l’exclusion des associés, - la prorogation de la durée de l’association, - la fixation des montants des jetons de présence et indemnités et ce, dans le respect des réglementations en vigueur. <p>Les décisions adoptées par l’Assemblée générale en application du présent article seront communiquées à chaque membre associé dans les 8 jours qui suivent leur adoption.</p> <p>De même, les décisions d’approbation, de suspension et/ou d’annulation prises par les autorités de tutelle sur ces décisions seront communiquées à chaque membre associé dans les 8 jours qui suivent leur notification à l’association.</p>	L’Assemblée générale est compétente pour : <ul style="list-style-type: none"> - la modification des statuts, - l’approbation des comptes de l’Association, - la détermination des cotisations éventuelles à verser par les associés, - la dissolution volontaire de l’association et la répartition du patrimoine, - l’admission de nouveaux membres associés, - la démission ou l’exclusion des associés, - la prorogation de la durée de l’association, - la fixation des montants des jetons de présence et indemnités et ce, dans le respect des réglementations en vigueur. <p>Les décisions adoptées par l’Assemblée générale en application du présent article seront communiquées à chaque membre associé dans les 8 jours qui suivent leur adoption.</p> <p>De même, les décisions d’approbation, de suspension et/ou d’annulation prises par les autorités de tutelle sur ces décisions seront communiquées à chaque membre associé dans les 8 jours qui suivent leur notification à l’association.</p>
<u>Chapitre IV – Mode de délibération</u>	<u>Chapitre IV – Mode de délibération</u>
Article 20 – Quorums de présence	Article 20 – Quorums de présence

<p>§ 1^{er}. L'Assemblée générale ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Elle ne délibère valablement que sur les points mis à l'ordre du jour ou dont l'urgence est admise par deux tiers au moins des membres présents ou représentés.</p> <p>Si le quorum fixé à l'alinéa précédent n'est pas rencontré, une nouvelle Assemblée générale est convoquée dans les dix jours. Cette Assemblée générale peut délibérer valablement quelle que soit sa composition sur tout point mis une seconde fois à l'ordre du jour.</p> <p>La deuxième convocation reproduit textuellement l'alinéa 2 de la présente disposition statutaire.</p> <p>§ 2. Pour les décisions visées à l'article 22 des présents statuts, l'Assemblée générale ne délibère valablement que si les deux tiers de ses membres sont présents ou représentés et pour autant que les points soient inscrits à l'ordre du jour.</p> <p>Si le quorum fixé à l'alinéa précédent n'est pas rencontré, une nouvelle Assemblée générale peut être reconvoquée. Cette dernière délibèrera valablement quelle que soit sa composition.</p>	<p>§ 1^{er}. L'Assemblée générale ne délibère valablement que si un quorum de présence de la majorité simple des membres est atteint et pour autant qu'un quorum de présence de la majorité des membres fondateurs soit atteint. Elle ne délibère valablement que sur les points mis à l'ordre du jour ou dont l'urgence est admise par deux tiers au moins des membres présents ou représentés.</p> <p>Si les quorums fixés à l'alinéa précédent ne sont pas rencontrés, une nouvelle Assemblée générale est convoquée dans les dix jours. Cette Assemblée générale peut délibérer valablement sur tout point mis une seconde fois à l'ordre du jour pour autant un quorum de présence de la majorité des membres fondateurs soit atteint.</p> <p>La deuxième convocation reproduit textuellement l'alinéa 2 de la présente disposition statutaire.</p> <p>§ 2. Pour les décisions visées à l'article 22 des présents statuts, l'Assemblée générale ne délibère valablement que si un quorum de présence de deux tiers est atteint, et pour autant qu'une majorité des membres fondateurs est présente. Elle ne délibère valablement que sur les points mis à l'ordre du jour ou dont l'urgence est admise par deux tiers au moins des membres présents ou représentés.</p> <p>Si le quorum fixé à l'alinéa précédent n'est pas rencontré, une nouvelle Assemblée générale peut être reconvoquée. Cette Assemblée générale peut délibérer valablement sur tout point mis une seconde fois à l'ordre du jour pour autant qu'un quorum de présence de la majorité des membres fondateurs soit atteint.</p>
<p>Article 21 – Majorités ordinaires et vote</p>	<p>Article 21 – Majorités ordinaires et vote</p>
<p>Sans préjudice des exceptions prévues par l'article 22 des présents statuts, une décision doit recueillir la majorité des voix des membres présents ou représentés.</p> <p>Chaque membre de l'Assemblée générale dispose d'une voix. En cas de parité, la voix du Président est</p>	<p>Sans préjudice des exceptions prévues par l'article 22 des présents statuts, une décision doit recueillir la majorité simple des voix des membres présents et pour autant que les votes positifs émis comprennent, en outre, la majorité simple des suffrages exprimés par les représentants des membres fondateurs.</p> <p>Chaque membre de l'Assemblée générale dispose d'une voix. En cas de parité, la voix du Président est</p>

<p>prépondérante. Les abstentions ne sont pas prises en compte pour le calcul des majorités.</p> <p>Les membres de l'Assemblée générale votent à haute voix. Lorsque le vote porte sur une question de personne, les membres de l'Assemblée générale votent à scrutin secret. En cas de vote à scrutin secret, lorsqu'il y a parité des votes, la proposition est rejetée.</p>	<p>prépondérante. Les abstentions ne sont pas prises en compte pour le calcul des majorités.</p> <p>Les membres de l'Assemblée générale votent à haute voix. Lorsque le vote porte sur une question de personne, les membres de l'Assemblée générale votent à scrutin secret. En cas de vote à scrutin secret, lorsqu'il y a parité des votes, la proposition est rejetée.</p>
<p>Article 22 – Majorités renforcées ou spéciales</p>	<p>Article 22 – Majorités renforcées ou spéciales</p>
<p>Sans préjudice de l'article 132 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, les décisions suivantes doivent recueillir les deux tiers des suffrages exprimés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la modification des statuts, - l'admission de nouveaux membres, - la démission ou l'exclusion de membres, - la dissolution volontaire de l'Association, - la prorogation de la durée de l'Association. 	<p>Sans préjudice de l'article 132 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976, les décisions suivantes doivent recueillir les deux tiers des suffrages exprimés, et pour autant que les votes positifs émis comprennent, en outre, la majorité simple des suffrages exprimés par les représentants des membres fondateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la modification des statuts, - l'admission de nouveaux membres, - la démission ou l'exclusion de membres, - la dissolution volontaire de l'Association, - la prorogation de la durée de l'Association.
<p>Article 23 – Représentation</p>	<p>Article 23 – Représentation</p>
<p>Les membres de l'Assemblée générale ne peuvent être porteurs que d'une procuration.</p> <p>Pour être valables, les mandats de représentation doivent être adressés au siège social de l'Association au moins cinq jours avant la date fixée pour l'Assemblée générale. Le Président, au terme d'une décision qui sera la même pour tous, peut admettre des procurations déposées tardivement.</p>	<p>Les membres de l'Assemblée générale ne peuvent être porteurs que d'une procuration.</p> <p>Pour être valables, les mandats de représentation doivent être adressés au siège social de l'Association au moins cinq jours avant la date fixée pour l'Assemblée générale. Le Président, au terme d'une décision qui sera la même pour tous, peut admettre des procurations déposées tardivement.</p>
<p>Article 24 – Liste de présence et procès-verbal</p>	<p>Article 24 – Liste de présence et procès-verbal</p>
<p>§ 1^{er}. Avant d'assister à la réunion de l'Assemblée générale, les membres présents signent une liste de présence. Cette liste est annexée au procès-verbal de la réunion.</p> <p>§ 2. Un procès-verbal est dressé lors de chaque Assemblée générale. Il est signé par le Président et le</p>	<p>§ 1^{er}. Lorsque l'Assemblée générale se tient physiquement, avant d'assister à la réunion, les membres présents signent une liste de présence. Une liste de présence spécifique est établie pour les membres fondateurs. Ces listes sont annexées au procès-verbal de la réunion.</p> <p>§ 2. Lorsque l'Assemblée générale se tient à distance, le Président et le Directeur général dressent, par le</p>

<p>Secrétaire. Il est adressé aux membres de l'Assemblée générale et contresigné dans un registre. Ce registre est conservé au siège social de l'Association où tous les associés peuvent en prendre connaissance sans déplacement.</p>	<p>biais du moyen électronique de télécommunication, une liste des présences au début de la réunion, à la fin de la réunion. Une liste de présence spécifique est établie pour les membres fondateurs. Ces listes sont annexées au procès-verbal de la réunion.</p> <p>§ 3. Un procès-verbal est dressé lors de chaque Assemblée générale. Il est signé par le Président et le Directeur général. Il est adressé aux membres de l'Assemblée générale et contresigné dans un registre. Ce registre est conservé au siège social de l'Association où tous les associés peuvent en prendre connaissance sans déplacement.</p>
<u>TITRE IV – Le Conseil d'administration</u>	<u>TITRE IV – Le Conseil d'administration</u>
Chapitre I – Composition	Chapitre I – Composition
<u>Article 25 – Composition</u>	<u>Article 25 – Composition</u>
<p>§ 1^{er} Le Conseil d'Administration est composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 membres désignés par l'Assemblée Générale en son sein, représentant chacun des associés fondateurs ; - 1 membre par associé non fondateur, désigné par l'Assemblée Générale en son sein. <p>Ces membres ont voix délibérative.</p> <p>§ 2. Le Conseil d'administration crée un Comité d'utilisateurs.</p>	<p>§ 1^{er} Le Conseil d'Administration est composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 membres désignés par l'Assemblée Générale en son sein, représentant chacun des associés fondateurs ; - 1 membre par associé non fondateur, désigné par l'Assemblée Générale en son sein. <p>Ces membres ont voix délibérative.</p> <p>§ 2. Lors de ses réunions, le Conseil d'administration admet, en son sein, avec voix consultative :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le directeur général ; - Le directeur des ressources humaines ; - Le directeur financier ; - Le directeur des achats - Toute personne que le Conseil d'Administration souhaite entendre.
<u>Article 26 - Présidence – Vice-Présidence - Secrétariat</u>	<u>Article 26 - Présidence – Vice-Présidence - Secrétariat</u>
<p>Le Conseil d'administration élit, en son sein et parmi les représentants de la Ville de Bruxelles ou du Centre Public d'Action Sociale de Bruxelles, un président et un</p>	<p>Le Conseil d'administration élit, en son sein et parmi les représentants de la Ville de Bruxelles ou du Centre Public d'Action Sociale de Bruxelles, un président et un</p>

<p>vice- président et ce, à chaque renouvellement des membres du Conseil d'Administration. En cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, La Présidence est reprise par un des membres présents. Le secrétariat est assuré par le Directeur général de l'Association.</p>	<p>vice- président et ce, à chaque renouvellement des membres du Conseil d'Administration. En cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, La Présidence est reprise par un des membres présents. Le secrétariat est assuré par le Directeur général de l'Association.</p>
<p>Article 27 – Durée des mandats – Vacance</p>	<p>Article 27 – Durée des mandats – Vacance</p>
<p>§ 1^{er}. Le mandat des administrateurs a une durée identique à la durée de leur mandat au sein des organes des associés qu'ils représentent A défaut, il est de 6 ans.</p> <p>Les membres de l'Assemblée générale peuvent à tout moment mettre fin au mandat des administrateurs qu'ils ont désignés. Tout administrateur qui perd la qualité de membre de l'Assemblée générale est réputé démissionnaire de plein droit.</p> <p>Les administrateurs continuent de siéger dans les organes de l'Association tant qu'ils n'ont pas été remplacés et que les administrateurs désignés en remplacement n'ont pas été installés.</p> <p>Chaque administrateur doit être présent ou représenté à au moins 50 % des réunions des organes de gestion dont il est membre de l'année civile écoulée. En cas de non-respect, l'associé qu'il représente en est informé et est invité à pourvoir éventuellement à son remplacement.</p>	<p>§ 1^{er}. Le mandat des administrateurs a une durée identique à la durée de leur mandat au sein des organes des associés qu'ils représentent. A défaut, il est de 6 ans.</p> <p>Les membres de l'Assemblée générale peuvent à tout moment mettre fin au mandat des administrateurs qu'ils ont désignés. Tout administrateur qui perd la qualité de membre de l'Assemblée générale est réputé démissionnaire de plein droit.</p> <p>Les administrateurs continuent de siéger dans les organes de l'Association tant qu'ils n'ont pas été remplacés et que les administrateurs désignés en remplacement n'ont pas été installés.</p> <p>Chaque administrateur doit être présent ou représenté à au moins 50 % des réunions des organes de gestion dont il est membre de l'année civile écoulée. En cas de non-respect, l'associé qu'il représente en est informé et est invité à pourvoir éventuellement à son remplacement.</p>
<p>Chapitre II – Attributions</p>	<p>Chapitre II – Attributions</p>
<p>Article 28 – Attributions et délégations</p>	<p>Article 28 – Attributions et délégations</p>
<p>§ 1^{er}. Le Conseil d'administration détient tous les pouvoirs non spécifiquement réservés à l'Assemblée générale par la loi ou les statuts.</p> <p>Le Conseil d'administration représente l'Association dans les actes judiciaires. En cas d'urgence, toutefois, le Bureau permanent de l'Association peut valablement agir en justice ou devant les juridictions administratives, sous réserve de la ratification par le Conseil d'administration des actes ainsi posés.</p>	<p>§ 1^{er}. Le Conseil d'administration détient tous les pouvoirs non spécifiquement réservés à l'Assemblée générale par la loi ou les statuts.</p> <p>Le Conseil d'administration représente l'Association dans les actes judiciaires. En cas d'urgence, toutefois, le Président du Conseil d'administration peut valablement agir en justice ou devant les juridictions administratives, sous réserve de la ratification par le Conseil d'administration des actes ainsi posés.</p>

<p>En cas d'extrême urgence, le Conseil d'administration peut prendre une décision provisoire dans les domaines qui, normalement, sont du ressort de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration devra expliquer les circonstances et les motifs qu'il estime lui permettre de recourir à cette possibilité dans le cadre d'un rapport circonstancié, présenté lors de la plus prochaine Assemblée générale.</p> <p>§ 2. Le Conseil d'administration élabore un Règlement d'Ordre Intérieur.</p>	<p>En cas d'extrême urgence, le Conseil d'administration peut prendre une décision provisoire dans les domaines qui, normalement, sont du ressort de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration devra expliquer les circonstances et les motifs qu'il estime lui permettre de recourir à cette possibilité dans le cadre d'un rapport circonstancié, présenté lors de la plus prochaine Assemblée générale.</p> <p>§ 2. Le Conseil d'administration élabore un Règlement d'Ordre Intérieur.</p> <p>§ 3. Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour tous les actes d'administration et de gestion courante qui intéressent l'association.</p> <p>Il peut déléguer une partie de ses compétences de gestion courante au Directeur Général. Les modalités d'une telle délégation sont précisées dans le ROI.</p>
<p>Chapitre III – Convocation et mode de délibération</p>	<p>Chapitre III – Convocation et mode de délibération</p>
<p>Article 29 – Réunion et convocation</p>	<p>Article 29 – Réunion et convocation</p>
<p>Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre. Le Président convoque le Conseil d'administration à chaque fois que l'intérêt de l'association le justifie et à la demande de cinq administrateurs. Les convocations sont adressées, par courrier postal ou par mail, au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion.</p>	<p>§ 1^{er}. Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre. Le Président convoque le Conseil d'administration à chaque fois que l'intérêt de l'association le justifie et à la demande de cinq administrateurs. Les convocations sont adressées, par lettre ordinaire ou par courrier électronique, au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion.</p> <p>§ 2. Le Conseil d'administration peut se tenir soit physiquement, soit à distance, au moyen de technique de télécommunication électronique permettant une délibération collective, telles que les conférences téléphoniques ou vidéo.</p> <p>Dans la seconde hypothèse, le moyen de technique électronique doit permettre aux représentants des membres de l'Association de prendre de manière directe, simultanée et continue des discussions ayant lieu et d'exercer leur droit de vote sur tous les points sur lesquels le Conseil d'administration est appelée à se prononcer.</p>

<p>Article 30 – Quorums de présence</p>	<p>Article 30 – Quorums de présence</p>
<p>Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Il ne délibère valablement que sur les points mis à l'ordre du jour.</p> <p>Si le quorum de présence défini à l'alinéa précédent n'est pas atteint, un nouveau Conseil d'administration est convoqué dans les quatorze jours. Ce Conseil d'administration peut délibérer valablement quelle que soit sa composition sur tout point mis une seconde fois à l'ordre du jour.</p> <p>La deuxième convocation reproduit textuellement l'alinéa 2 de la présente disposition statutaire.</p>	<p>Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si un quorum de présence de la majorité simple des membres est atteint et pour autant qu'un quorum de présence de la majorité des membres fondateurs soit atteint. Il ne délibère valablement que sur les points mis à l'ordre du jour.</p> <p>Si le quorum de présence défini à l'alinéa précédent n'est pas atteint, un nouveau Conseil d'administration est convoqué dans les quatorze jours. Ce Conseil d'administration peut délibérer valablement sur tout point mis une seconde fois à l'ordre du jour et pour autant qu'un quorum de présence de la majorité des membres fondateurs soit atteint.</p> <p>La deuxième convocation reproduit textuellement l'alinéa 2 de la présente disposition statutaire.</p>
<p>Article 31 – Majorités et vote</p>	<p>Article 31 – Majorités et vote</p>
<p>Les décisions du Conseil d'administration ne sont prises valablement que si elles recueillent la majorité des suffrages exprimés. Chaque membre du Conseil d'administration dispose d'une voix. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante. Les abstentions ne sont pas prises en compte pour le calcul des majorités.</p> <p>Les membres du Conseil d'administration votent à haute voix. Lorsque le vote porte sur une question de personne, les membres du Conseil d'administration votent à scrutin secret. En cas de vote à scrutin secret, lorsqu'il y a parité des votes, la proposition est rejetée.</p>	<p>Les décisions du Conseil d'administration ne sont prises valablement que si elles recueillent la majorité simple des voix des membres présents et pour autant que les votes positifs émis comprennent, en outre, la majorité simple des suffrages exprimés par les représentants des membres fondateurs. Chaque membre du Conseil d'administration dispose d'une voix. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante. Les abstentions ne sont pas prises en compte pour le calcul des majorités.</p> <p>Les membres du Conseil d'administration votent à haute voix. Lorsque le vote porte sur une question de personne, les membres du Conseil d'administration votent à scrutin secret. En cas de vote à scrutin secret, lorsqu'il y a parité des votes, la proposition est rejetée.</p>
<p>Article 32 – Représentation</p>	<p>Article 32 – Représentation</p>
<p>Tout administrateur peut, pour une réunion déterminée, se faire représenter par un autre administrateur. Les membres du Conseil d'administration ne peuvent être porteurs que d'une procuration.</p> <p>Pour être valables, les mandats de représentation doivent être adressés au siège social de l'Association</p>	<p>Tout administrateur peut, pour une réunion déterminée, se faire représenter par un autre administrateur. Les membres du Conseil d'administration ne peuvent être porteurs que d'une procuration.</p> <p>Pour être valables, les mandats de représentation doivent être adressés au siège social de l'Association</p>

<p>au moins la veille de la date fixée pour le Conseil d'administration. Le Président, au terme d'une décision qui sera la même pour tous, peut admettre des procurations déposées tardivement.</p>	<p>au moins la veille de la date fixée pour le Conseil d'administration. Le Président, au terme d'une décision qui sera la même pour tous, peut admettre des procurations déposées tardivement.</p>
<p>Article 33 – Liste de présence et procès-verbal</p>	<p>Article 33 – Liste de présence et procès-verbal</p>
<p>§ 1^{er}. Avant d'assister à la réunion du Conseil d'administration, les membres présents signent une liste de présence. Cette liste est annexée au procès-verbal de la réunion.</p> <p>§ 2. Un procès-verbal est dressé lors de chaque Conseil d'administration. Il est signé par le Président et le Directeur général. Il est adressé aux membres du Conseil d'administration et contresigné dans un registre. Ce registre est conservé au siège social de l'Association où tous les associés peuvent en prendre connaissance sans déplacement.</p>	<p>§ 1^{er}. Lorsque le Conseil d'administration se tient physiquement, avant d'assister à la réunion du Conseil d'administration, les membres présents signent une liste de présence. Une liste spécifique de présence est établie pour les membres fondateurs. Ces listes sont annexées au procès-verbal de la réunion.</p> <p>§ 2. Lorsque le Conseil d'administration se tient à distance, le Président et le Directeur général dresse, par le biais du moyen électronique de télécommunication, une liste des présences au début de la réunion, à la fin de la réunion. Une liste spécifique est établie pour les membres fondateurs. Ces listes sont annexées au procès-verbal de la réunion.</p> <p>§ 3. Un procès-verbal est dressé lors de chaque Conseil d'administration. Il est signé par le Président et le Directeur général. Il est adressé aux membres du Conseil d'administration et contresigné dans un registre. Ce registre est conservé au siège social de l'Association où tous les associés peuvent en prendre connaissance sans déplacement.</p>
<p>Article 34 - Interdictions - Obligations personnelles</p>	<p>Article 34 - Interdictions - Obligations personnelles</p>
<p>Les articles 36, alinéa 2 et 37 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976 sont applicables aux membres du Conseil d'administration ainsi qu'à toute personne amenée à prendre part à ses délibérations.</p> <p>Les membres du Conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle en raison de leurs fonctions et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.</p>	<p>Les articles 36, alinéa 2 et 37 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976 sont applicables aux membres du Conseil d'administration ainsi qu'à toute personne amenée à prendre part à ses délibérations.</p> <p>Les membres du Conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle en raison de leurs fonctions et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.</p>
<p>Chapitre IV – Bureau permanent</p>	<p>Chapitre IV – Bureau permanent</p>

	Suppression du chapitre
Article 35 – Composition, convocation et attributions	Article 35 – Composition, convocation et attributions Suppression de l'article
<p>§ 1^{er}. Le Conseil d'Administration crée en son sein un Bureau Permanent. Il est composé de onze membres.</p> <p>Le Bureau Permanent est présidé par le Président du Conseil d'administration et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le Vice-Président du Conseil d'Administration ou par un autre membre présent au Bureau.</p> <p>Le Président convoque, dans le délai qu'il détermine, le Bureau Permanent en fonction des nécessités de gestion de l'association et des urgences. Les convocations sont adressées par mail.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents et, si possible, à l'unanimité. Ces décisions sont ratifiées par le Conseil d'administration lors de la plus prochaine réunion.</p> <p>§ 2. Le Bureau permanent est chargé de la gestion journalière de l'Association. Il a la compétence la plus étendue pour poser tous les actes d'administration et de gestion en vue de réaliser l'objet social de l'Association et, notamment, pour réaliser les objectifs définis par le Conseil d'administration. Le Conseil d'Administration peut lui confier une tâche de préparation dans les matières qui relèvent de sa compétence.</p> <p>Le Bureau permanent exerce en tout cas les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il exécute le budget décidé par le Conseil d'administration, - il assure la gestion économique de l'Association et en tout cas, la passation de tous les marchés publics, les services et livraisons à des tiers, les contrats d'entretien et d'assurance, - il assure la gestion du personnel de l'Association. <p>§ 3. Le Bureau permanent peut déléguer certaines de ses compétences au Directeur général de l'Association.</p>	

Ce dernier siège avec voix consultative au Bureau Permanent.	
<u>TITRE V – Dispositions comptables et financières</u>	<u>TITRE V – Dispositions comptables et financières</u>
<u>Article 36 – Dispositions comptables</u>	<u>Article 35 – Dispositions comptables</u>
Les règles applicables à la comptabilité de l'Association sont celles définies à l'article 129 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976.	Les règles applicables à la comptabilité de l'Association sont celles définies à l'article 129 de la loi organique des centres publics d'Action sociale du 8 juillet 1976.
<u>Article 37 – Dispositions financières</u>	<u>Article 36 – Dispositions financières</u>
Les membres associés prennent en charge les coûts d'exploitation engendrés par le fonctionnement de l'Association selon la clé de répartition fixée par l'Assemblée générale.	Les membres associés prennent en charge les coûts d'exploitation engendrés par le fonctionnement de l'Association selon la clé de répartition fixée par l'Assemblée générale, qui est intégré au coût de la prestation fixée lors de l'adhésion ou après modification par le Conseil d'administration.
Des avances destinées à couvrir les coûts d'exploitation sont versés par les membres associés. Après avoir déterminé, le cas échéant, le montant d'une première avance destinée à couvrir les trois premiers mois d'activité et constituant un fonds de roulement de l'Association, le Conseil d'administration détermine le montant des avances trimestrielles à verser, le cas échéant, par les membres associés.	Des avances destinées à couvrir les coûts d'exploitation sont versés par les membres associés. Après avoir déterminé, le cas échéant, le montant d'une première avance destinée à couvrir les trois premiers mois d'activité et constituant un fonds de roulement de l'Association, le Conseil d'administration détermine le montant des avances trimestrielles à verser, le cas échéant, par les membres associés.
<u>TITRE VI – Rapports avec les tiers</u>	<u>TITRE VI – Rapports avec les tiers</u>
<u>Article 38</u>	<u>Article 37</u>
Sans préjudice des dispositions des présents statuts, le Conseil d'administration, le Bureau Permanent et le Directeur général représentent, chacun en ce qui le concerne et dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Association vis-à-vis des tiers.	Sans préjudice des dispositions des présents statuts, le Conseil d'administration, le Bureau Permanent et le Directeur général représentent, chacun en ce qui le concerne et dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Association vis-à-vis des tiers.
Toute pièce émanant de l'Association en dehors du cadre de la gestion courante, sont signées par le Président du Conseil d'administration ou le Directeur général.	Toute pièce émanant de l'Association en dehors du cadre de la gestion courante, sont signées par le Président du Conseil d'administration ou le Directeur général.
<u>TITRE VII – Dispositions finales</u>	<u>TITRE VII – Dispositions finales</u>



<p>Premier exercice financier : Exceptionnellement, le premier exercice financier commencera le 1^{er} septembre 2004 pour finir le 31 décembre 2005.</p> <p>Date de la première Assemblée générale : La première Assemblée générale ordinaire se réunira en l’an 2006 au plus tard.</p> <p>Prédominance : L’Assemblée décide qu’en cas de discordance éventuelle entre la version française et la version néerlandaise des présents statuts, la version française prédominera.</p>	<p>Premier exercice financier : Exceptionnellement, le premier exercice financier commencera le 1^{er} septembre 2004 pour finir le 31 décembre 2005.</p> <p>Date de la première Assemblée générale : La première Assemblée générale ordinaire se réunira en l’an 2006 au plus tard.</p> <p>Prédominance : L’Assemblée décide qu’en cas de discordance éventuelle entre la version française et la version néerlandaise des présents statuts, la version française prédominera.</p>

Project van besluitvorming om de goedkeuring van de aangesloten leden te krijgen

Volgens agendapunt 3 van het dagorder (voorgestelde wijzigingen in rood gemarkeerd):

Statuten vóór wijziging	Voorstel statutenwijziging (in rood)
TITEL I – Algemene Beschikkingen	TITEL I – Algemene Beschikkingen
Artikel 1 – Benaming	Artikel 1 – Benaming
De vereniging draagt de naam «De Brusselse Keukens».	De vereniging draagt de naam «De Brusselse Keukens».
Het betreft een publiekrechtelijke vereniging met sociale doeleinden, opgericht volgens artikel 79 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, in overeenstemming met artikels 118 t.e.m. 135.	Het betreft een publiekrechtelijke vereniging met sociale doeleinden, opgericht volgens artikel 79 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, in overeenstemming met artikels 118 t.e.m. 135.
Artikel 2 – Maatschappelijke zetel en uitbatingszetels	Artikel 2 – Maatschappelijke zetel, administratieve zetel en uitbatingszetels
De maatschappelijke zetel van de vereniging is gevestigd in 1000 Brussel, Stadhuis, Grote Markt.	De maatschappelijke zetel van de vereniging is gevestigd in 1000 Brussel, Stadhuis, Grote Markt.
Op beslissing van de Raad van Beheer kan hij overgeplaatst worden naar eender welke andere plaats, gelegen binnen het grondgebied van de Stad Brussel.	Op beslissing van de Raad van Beheer kan hij overgeplaatst worden naar eender welke andere plaats, gelegen binnen het grondgebied van de Stad Brussel.
Elke beslissing tot overplaatsing van de maatschappelijke zetel moet binnen de maand gepubliceerd worden in de bijlagen van het Staatsblad, op aanvraag van en onder de verantwoordelijkheid van de Raad van Beheer.	Elke beslissing tot overplaatsing van de maatschappelijke zetel moet binnen de maand gepubliceerd worden in de bijlagen van het Staatsblad, op aanvraag van en onder de verantwoordelijkheid van de Raad van Beheer.
Er bestaan meerdere uitbatingvestigingen.	Er bestaan meerdere uitbatingvestigingen.
Het is mogelijk bijkomende vestigingen op te richten.	Het is mogelijk bijkomende vestigingen op te richten.
Artikel 3 - Duur en verlenging	Artikel 3 - Duur en verlenging
De vereniging wordt opgericht voor een duur van dertig jaar, met ingang van 1 juli 2004.	De vereniging wordt opgericht voor een duur van dertig jaar, met ingang van 1 juli 2004.

<p>Onverminderd artikel 132 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, kan de Algemene Vergadering beslissen tot de verlenging van de vereniging, bij een twee derden meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, en in zoverre de positieve stemmen de meerderheid van de stemmen bevatten, uitgebracht door de vertegenwoordigers van de publiekrechtelijke rechtspersonen. De vereniging kan verlengd worden voor één of meerdere periodes. Elk van die periodes mag echter niet meer dan dertig jaar bedragen.</p> <p>Niettemin kan geen enkele medevennoot langer aanblijven dan de vastgelegde termijn zolang de verlenging niet plaatsvindt.</p> <p>De vereniging mag enkel verbintenissen aangaan voor een periode die haar duur overschrijdt indien ze daarbij middelen inzet om te verzekeren dat die verbintenissen nagekomen worden, zonder dat het daarom voor de medevennoten moeilijker of duurder wordt het recht uit te oefenen niet aan de verlenging deel te nemen.</p>	<p>Onverminderd artikel 132 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976 kan de Algemene Vergadering beslissen om het bestaan van de vereniging te verlengen, bij een meerderheid van twee derde van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, en voor zover de uitgebrachte positieve stemmen bovendien een gewone meerderheid omvatten van de stemmen uitgebracht door de vertegenwoordigers van de stichtende leden. De vereniging kan worden verlengd met een of meer termijnen, die elk evenwel niet meer dan dertig jaar kunnen bedragen.</p> <p>Niettemin kan geen enkele medevennoot langer aanblijven dan de vastgelegde termijn zolang de verlenging niet plaatsvindt.</p> <p>De vereniging mag enkel verbintenissen aangaan voor een periode die haar duur overschrijdt indien ze daarbij middelen inzet om te verzekeren dat die verbintenissen nagekomen worden, zonder dat het daarom voor de medevennoten moeilijker of duurder wordt het recht uit te oefenen niet aan de verlenging deel te nemen.</p>
<p><u>Artikel 4 – Ontbinding</u></p>	<p><u>Artikel 4 - Ontbinding</u></p>
<p>Onverminderd artikel 132 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, kan de Algemene Vergadering beslissen de vereniging vervroegd te ontbinden, overeenkomstig de regels betreffende haar verlenging.</p>	<p>Onverminderd artikel 132 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, kan de Algemene Vergadering beslissen de vereniging vervroegd te ontbinden, overeenkomstig de regels betreffende haar verlenging.</p>
<p><u>Artikel 5 - Doeleinden</u></p>	<p><u>Artikel 5 - Doeleinden</u></p>
<p>§ 1. De vereniging heeft tot doel maaltijden te bereiden, af te werken, te verkopen en te leveren, en voedingsmiddelen te leveren aan haar leden voor de behoeften van hun personeel en het personeel van de inrichtingen die ervan afhangen, en voor de behoeften van de gebruikers van de openbare dienstverlening die ze alleen organiseren, of in samenwerking met andere geassocieerde leden zoals scholen, crèches, vakantiepleinen, rusthuizen, rust- en verzorgingstehuizen, dagcentra, ziekenhuizen enz.</p>	<p>§ 1. De vereniging heeft tot doel maaltijden te bereiden, af te werken, te verkopen en te leveren, en voedingsmiddelen te leveren aan haar leden voor de behoeften van hun personeel en het personeel van de inrichtingen die ervan afhangen, en voor de behoeften van de gebruikers van de openbare dienstverlening die ze alleen organiseren, of in samenwerking met andere geassocieerde leden zoals scholen, crèches, vakantiepleinen, rusthuizen, rust- en verzorgingstehuizen, dagcentra, ziekenhuizen enz.</p>

De vereniging heeft ook als doel de bereiding, afwerking, verkoop en levering van maaltijden en voedingsmiddelen aan haar leden voor de behoeften van vrije scholen op haar grondgebied, in het kader van de invoering van het socialevoordelenbeleid.

De vereniging heeft tot slot als doel de bereiding, de afwerking, de verkoop en de levering van maaltijden en voedingsmiddelen aan derden, in zoverre deze activiteit van ondergeschikt belang is en de ontwikkeling van haar hoofdactiviteit niet hindert of er daarentegen toe bijdraagt, en haar geen marktspeler maakt.

Om het in paragraaf 1 beoogd doel te realiseren, doet de vereniging het volgende :

1. Ze koopt levensmiddelen en alle andere goederen en materialen die nuttig of noodzakelijk zijn om haar sociale doel te realiseren. Onder "aankopen" worden alle goederen, diensten en werken bedoeld die aangekocht zijn door de vereniging, ongeacht het gaat om consumptiegoederen, materiaal of investeringen ;
2. Ze levert diverse diensten verbonden met het domein van de restauratie, zoals het ter beschikking stellen van zalen, zaalservice, materiaal, dranken enz. bij evenementen ;
3. Ze ontwikkelt en promoot een gezonde voeding ;
4. Ze zoekt permanent naar de beste kwaliteit en het beste voedingsevenwicht voor het kind, de adolescent en de volwassene ;
5. Ze doet alle burgerlijke of commerciële, roerende of onroerende operaties die rechtstreeks betrekking hebben op haar doel.

De vereniging heeft ook als doel de bereiding, afwerking, verkoop en levering van maaltijden en voedingsmiddelen aan haar leden voor de behoeften van vrije scholen op haar grondgebied, in het kader van de invoering van het socialevoordelenbeleid.

De vereniging heeft tot slot als doel de bereiding, de afwerking, de verkoop en de levering van maaltijden en voedingsmiddelen aan derden, in zoverre deze activiteit van ondergeschikt belang is en de ontwikkeling van haar hoofdactiviteit niet hindert of er daarentegen toe bijdraagt, en haar geen marktspeler maakt.

Om het in paragraaf 1 beoogd doel te realiseren, doet de vereniging het volgende :

1. Voedingsmiddelen en alle andere goederen en materialen die nuttig of noodzakelijk zijn voor de realisatie van haar maatschappelijk doel, aankopen, **produceren of laten produceren**. 'Aankopen' worden begrepen als alle goederen, diensten, werken, verworven door de vereniging, of het nu gaat om consumptieartikelen, materiaal of investeringen ;
2. Ze levert diverse diensten verbonden met het domein van de restauratie, zoals het ter beschikking stellen van zalen, zaalservice, materiaal, dranken enz. bij evenementen ;
3. **Lokale en duurzame** voeding ontwikkelen en promoten ;
4. Permanent streven naar de best mogelijke kwaliteit en zo evenwichtig mogelijke voeding **door de bereiding van gezonde voeding** voor kinderen, adolescenten en volwassenen ;
5. Alle burgerlijke of commerciële, roerende of onroerende verrichtingen uitvoeren die rechtstreeks (of onrechtstreeks) verband houden met het doel van de vereniging.

§ 2. De vereniging heeft ook tot doel om activiteiten te ontwikkelen, verzekerd of georganiseerd met derden (conferenties, thematische workshops,

	bewustmakingscampagnes, ...) voor haar leden en derden rond voeding en duurzame voedingsmiddelen.
<u>TITEL II – Over de leden en hun inbreng, verbintenissen en bijdragen</u>	<u>TITEL II – Over de leden en hun inbreng, verbintenissen en bijdragen</u>
<u>Artikel 6 – Stichters en leden</u>	<u>Artikel 6 – Stichters en leden</u>
<p>§ 1. De stichters-leden van de vereniging zijn :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. De Stad Brussel, 2. Het OCMW van Brussel, 3. De vereniging van ziekenhuizen van Brussel en van Schaarbeek – UMC Brugmann, 4. Het UMC Sint-Pieter <p>§ 2. Onverminderde artikels 118 en 125 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, kan de Vereniging nieuwe publiekrechtelijke leden toelaten.</p> <p>Over de toetreding wordt beslist door de Algemene Vergadering met dubbele meerderheid van twee derden van de stemmen en twee derden van de stemmen van de vertegenwoordigers van de publiekrechtelijke leden van de vereniging.</p> <p>De Algemene Vergadering bepaalt hun vertegenwoordiging in de Algemene Vergadering en in de Raad van Beheer, evenals de aard en het bedrag van hun inbreng en eventuele bijdragen, hun deelname in de resultaten van de uitbating en de wijze waarop ze tussenkomen in de exploitatiekosten van de organisatie.</p> <p>In geen geval mag het geheel van nieuwe leden meer stemgerechtigheid hebben in de organen van de vereniging dan het geheel van stichtende leden.</p> <p>§ 2 bis. De niet-stichtende leden zijn :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Het OCMW van Evere 2. De gemeente Sint-Joost-ten-Node 	<p>§ 1. De stichters-leden van de vereniging zijn :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. De Stad Brussel, 2. Het OCMW van Brussel, 3. De vereniging van ziekenhuizen van Brussel en van Schaarbeek – UMC Brugmann, 4. Het UMC Sint-Pieter <p>§ 2. Onverminderde artikels 118 en 125 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, kan de Vereniging nieuwe publiekrechtelijke leden toelaten.</p> <p>Deze toelating wordt beslist door de Algemene Vergadering met een meerderheid van twee derde van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden en voor zover de uitgebrachte positieve stemmen bovendien een gewone meerderheid omvatten van de stemmen uitgebracht door de vertegenwoordigers van de stichtende leden.</p> <p>De Algemene Vergadering legt hun vertegenwoordiging vast, in zijn midden en in de Raad van Bestuur, evenals de aard en het bedrag van de kostprijs van de prestatie en van hun eventuele bijdragen.</p> <p>§ 2 bis. De niet-stichtende leden zijn :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Het OCMW van Evere 2. De gemeente Sint-Joost-ten-Node

<ol style="list-style-type: none"> 3. De gemeente Evere 4. De gemeente Jette 5. De gemeente Sint-Agatha-Berchem 6. De gemeente Anderlecht 7. Het OCMW van Anderlecht 8. Het OCMW van Jette 9. Jules BORDET Instituut 10. Universitair Kinderziekenhuis Koningin Fabiola 11. De gemeente Oudergem 12. De gemeente Sint-Jans-Molenbeek <p>§ 3. De deelgenoten zijn niet hoofdelijk verbonden. Ze worden slechts naar evenredigheid aansprakelijk gehouden voor de sociale verbintenissen en tot het bedrag van hun inbreng.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 3. De gemeente Evere 4. De gemeente Jette 5. De gemeente Sint-Agatha-Berchem 6. De gemeente Anderlecht 7. Het OCMW van Anderlecht 8. Het OCMW van Jette 9. Jules BORDET Instituut 10. Universitair Kinderziekenhuis Koningin Fabiola 11. De gemeente Oudergem 12. De gemeente Sint-Jans-Molenbeek 13. De gemeente Sint-Pieters-Woluwe <p>§ 3. De geassocieerden zijn niet solidair. Ze worden slechts in verhouding tot en tot beloop van het bedrag van de kostprijs van de prestatie die is vastgelegd bij hun toelating, gehouden tot de sociale verbintenissen.</p>
<p>Artikel 7 - Uittreding</p>	<p>Artikel 7 - Uittreding</p>
<p>Onverminderd de toepassing van artikel 123 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, kan de uittreding van een deelgenoot enkel aanvaard worden bij beslissing van de Algemene Vergadering met dubbele meerderheid van twee derden van de stemmen, met uitsluiting van de stem(men) van de deelgenoot die wenst uit te treden, en van twee derden van de stemmen van de vertegenwoordigers van de publiekrechtelijke leden van de vereniging en in zoverre dat niet tot gevolg heeft dat het aantal deelgenoten op minder dan twee komt.</p> <p>De deelgenoot die wil uittreden, moet zijn intenties per aangetekende zending laten worden aan de Voorzitter van de Raad van Beheer tijdens de eerste zes maanden van het boekjaar, waarbij verondersteld wordt dat, ook wanneer de uittreding aanvaardt wordt, deze slechts van kracht wordt na afloop van het genoemde boekjaar.</p> <p>Wanneer een deelgenoot uittreedt in toepassing van artikel 123 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, is paragraaf 2 van die beschikking van toepassing.</p> <p>In geval de uittreding van een deelgenoot aanvaard wordt, overeenkomstig paragraaf 1 van dit artikel van</p>	<p>Onverminderd de toepassing van artikel 123 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976 kan het ontslag van een geassocieerd lid slechts worden aanvaard op beslissing van de Algemene Vergadering, die beslist met een meerderheid van twee derde van de stemmen van de aanwezige leden, exclusief die van het lid dat ontslag wenst te nemen, en voor zover de uitgebrachte positieve stemmen bovendien een gewone meerderheid omvatten van de stemmen uitgebracht door de vertegenwoordigers van de stichtende leden voor zover dat niet tot effect heeft dat het aantal geassocieerden daalt tot minder dan twee.</p> <p>De deelgenoot die wil uittreden, moet zijn intenties per aangetekende zending laten worden aan de Voorzitter van de Raad van Beheer tijdens de eerste zes maanden van het boekjaar, waarbij verondersteld wordt dat, ook wanneer de uittreding aanvaardt wordt, deze slechts van kracht wordt na afloop van het genoemde boekjaar.</p> <p>Wanneer een deelgenoot uittreedt in toepassing van artikel 123 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, is paragraaf 2 van die beschikking van toepassing.</p> <p>In geval de uittreding van een deelgenoot aanvaard wordt, overeenkomstig paragraaf 1 van dit artikel van</p>

<p>de statuten, dan is artikel 123, paragraaf 2, van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976 eveneens van toepassing.</p> <p>Niettemin wordt in dit geval de nettowaarde van de eventuele inbreng, door de uittredende deelgenoot geleverd aan de vereniging, terugbetaald aan de deelgenoot over een periode van vijf jaar, op basis van een vijfde van de nettowaarde van zijn inbreng per jaar. De Raad van Beheer kan, in onderlinge overeenkomst met de uittredende deelgenoot, andere terugbetalingmodaliteiten bepalen, en meerbepaald een langere periode vastleggen voor de terugbetaling.</p>	<p>de statuten, dan is artikel 123, paragraaf 2, van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976 eveneens van toepassing.</p> <p>Niettemin wordt in dit geval de nettowaarde van de eventuele inbreng, door de uittredende deelgenoot geleverd aan de vereniging, terugbetaald aan de deelgenoot over een periode van vijf jaar, op basis van een vijfde van de nettowaarde van zijn inbreng per jaar. De Raad van Beheer kan, in onderlinge overeenkomst met de uittredende deelgenoot, andere terugbetalingmodaliteiten bepalen, en meerbepaald een langere periode vastleggen voor de terugbetaling.</p> <p>Indien de vereniging investeringen heeft gedaan voor rekening van de ontslagnemende geassocieerde, dan verbindt die zich ertoe om het niet-afgeschreven saldo van de investeringen terug te betalen binnen 6 maanden na zijn ontslag.</p>
<p>Artikel 8 – Uitsluiting</p>	<p>Artikel 8 - Uitsluiting</p>
<p>Een deelgenoot kan enkel uitgesloten worden wegens naar behoren vastgestelde niet-nakoming van zijn statutaire of legale verplichtingen ten overstaan van de vereniging.</p> <p>Deze uitsluiting wordt beslist door de Algemene Vergadering met tweederdemeerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, met uitzondering van de stem(men) van de betrokken deelgenoot. De deelgenoot wordt vooraf gehoord of naar behoren opgeroepen. De stemming is geheim.</p> <p>Artikel 7, paragraaf 4, van deze statuten is van toepassing op de uitgesloten deelgenoot overeenkomstig de vorige paragraaf. Niettemin heeft hij recht op terugbetaling van zijn eventuele inbreng tot een bedrag van 50% van de nettowaarde van die inbreng, geschat op het ogenblik van de uitsluiting.</p> <p>Die terugbetaling kan echter slechts gebeuren eens de uitgesloten deelgenoot zijn aandelen in het tekort aflost, evenals zijn eventuele bijdragen. Hij lost zijn</p>	<p>Een geassocieerd lid kan enkel worden uitgesloten wegens een reglementair vastgestelde niet-uitvoering van zijn statutaire of wettelijke verplichtingen ten aanzien van de vereniging.</p> <p>Deze uitsluiting wordt beslist door de Algemene Vergadering die oordeelt met een meerderheid van twee derde van de stemmen van de aanwezige leden, exclusief die van het betrokken geassocieerde lid, en voor zover de uitgebrachte positieve stemmen bovendien een gewone meerderheid omvatten van de stemmen uitgebracht door de vertegenwoordigers van de stichtende leden. Het geassocieerde lid wordt voorafgaand gehoord of reglementair opgeroepen. De stemming is geheim.</p> <p>Artikel 7, paragraaf 4, van deze statuten is van toepassing op de uitgesloten deelgenoot overeenkomstig de vorige paragraaf. Niettemin heeft hij recht op terugbetaling van zijn eventuele inbreng tot een bedrag van 50% van de nettowaarde van die inbreng, geschat op het ogenblik van de uitsluiting.</p> <p>Die terugbetaling kan echter slechts gebeuren eens de uitgesloten deelgenoot zijn aandelen in het tekort aflost, evenals zijn eventuele bijdragen. Hij lost zijn</p>

aandeel af zodra de beslissing van zijn uitsluiting genomen is.	aandeel af zodra de beslissing van zijn uitsluiting genomen is.
<u>Artikel 9 - Inbreng</u>	<u>Artikel 9 - Inbreng</u>
<p>Door middel van een erfpachtovereenkomst of een huurcontract, worden de onroerende goederen, nodig voor de activiteiten van de vereniging, ter beschikking van de vereniging gesteld. De stichtende leden van de vereniging stellen eveneens hun keukens ter beschikking van de vereniging.</p> <p>De deelgenoten doen een inbreng aan de vereniging in de vorm van roerende goederen bestemd voor de uitvoering van het sociale doel van de vereniging.</p> <p>De deelgenoten kunnen eveneens een inbreng in natura doen.</p> <p>Van het geheel van de inbreng wordt een inventaris opgemaakt.</p>	<p>Door middel van een erfpachtovereenkomst of een huurcontract, worden de onroerende goederen, nodig voor de activiteiten van de vereniging, ter beschikking van de vereniging gesteld. De stichtende leden van de vereniging stellen eveneens hun keukens ter beschikking van de vereniging.</p> <p>De deelgenoten doen een inbreng aan de vereniging in de vorm van roerende goederen bestemd voor de uitvoering van het sociale doel van de vereniging.</p> <p>De deelgenoten kunnen eveneens een inbreng in natura doen.</p> <p>Van het geheel van de inbreng wordt een inventaris opgemaakt.</p>
<u>Artikel 10 – Verbintenissen - bevoegdheden</u>	<u>Artikel 10 – Verbintenissen - bevoegdheden</u>
De deelgenoten kennen de vereniging exclusieve bevoegdheid toe om handelingen te verrichten, noodzakelijk voor het beheer van zaken die deel uitmaken van de statutaire doeleinden. De deelgenoten verbinden zich ertoe zich te weerhouden van het verrichten van handelingen die binnen de bevoegdheidssfeer van de vereniging vallen.	De deelgenoten kennen de vereniging exclusieve bevoegdheid toe om handelingen te verrichten, noodzakelijk voor het beheer van zaken die deel uitmaken van de statutaire doeleinden. De deelgenoten verbinden zich ertoe zich te weerhouden van het verrichten van handelingen die binnen de bevoegdheidssfeer van de vereniging vallen.
<u>Artikel 11 – Verbintenissen - personeel</u>	<u>Artikel 11 – Verbintenissen - personeel</u>
<p>§ 1. Overeenkomstig artikel 128 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, transfereren de stichtende leden van de vereniging hun personeelsleden, verbonden aan de in bijlage genoemde diensten, vanaf 1 januari 2005 naar de vereniging, die ze overneemt.</p> <p>§ 2. Niettemin stellen de stichtende leden van de vereniging diezelfde personeelsleden tot 31 december 2004 ter beschikking van de vereniging. De ter beschikking gestelde personeelsleden blijven verbonden aan dezelfde uitbatingzetels.</p>	<p>§ 1. Overeenkomstig artikel 128 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, transfereren de stichtende leden van de vereniging hun personeelsleden, verbonden aan de in bijlage genoemde diensten, vanaf 1 januari 2005 naar de vereniging, die ze overneemt.</p> <p>§ 2. Niettemin stellen de stichtende leden van de vereniging diezelfde personeelsleden tot 31 december 2004 ter beschikking van de vereniging. De ter beschikking gestelde personeelsleden blijven verbonden aan dezelfde uitbatingzetels.</p>

§3. De Algemene Vergadering van de vereniging kan, wanneer ze zich uitspreekt over de toetreding van één of meerdere nieuwe leden op grond van artikel 6, § 2, van deze statuten, beslissen bepaalde personeelsleden van het nieuwe lid of de nieuwe leden van de vereniging over te nemen of ter beschikking te stellen.	§3. De Algemene Vergadering van de vereniging kan, wanneer ze zich uitspreekt over de toetreding van één of meerdere nieuwe leden op grond van artikel 6, § 2, van deze statuten, beslissen bepaalde personeelsleden van het nieuwe lid of de nieuwe leden van de vereniging over te nemen of ter beschikking te stellen.
Artikel 12 – Bijdragen	Artikel 12 – Bijdragen
De deelgenoten storten geen enkele bijdrage, behalve wanneer de Algemene Vergadering daar anders over beslist.	De deelgenoten storten geen enkele bijdrage, behalve wanneer de Algemene Vergadering daar anders over beslist.
<u>TITEL III – De Algemene Vergadering</u>	<u>TITEL III – De Algemene Vergadering</u>
Hoofdstuk I – Samenstelling	Hoofdstuk I – Samenstelling
Artikel 13 - Samenstelling van de Algemene Vergadering - Duur van het mandaat	Artikel 13 - Samenstelling van de Algemene Vergadering - Duur van het mandaat
<p>§ 1. Onverminderd artikel 124, 2^e lid van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, is de Algemene Vergadering van de vereniging samengesteld uit :</p> <p>- 14 leden die de stichtende leden van de vereniging vertegenwoordigen waarvan :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 8 leden, verkozen door de Gemeenteraad van de Stad Brussel overeenkomstig artikel 120, § 2, van de nieuwe gemeentewet, - 4 leden, aangeduid door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel, overeenkomstig artikel 124, paragraaf 2, van de organieke wet op Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van 8 juli 1976, - de voorzitters van UMC Sint-Pieter en het UVC Brugmann, 	<p>§ 1. Onverminderd artikel 124, 2^e lid van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, is de Algemene Vergadering van de vereniging samengesteld uit :</p> <p>- 14 leden die de stichtende leden van de vereniging vertegenwoordigen waarvan :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 8 leden, verkozen door de Gemeenteraad van de Stad Brussel overeenkomstig artikel 120, § 2, van de nieuwe gemeentewet, - 4 leden, aangeduid door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel, overeenkomstig artikel 124, paragraaf 2, van de organieke wet op Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van 8 juli 1976, - Voor de Ziekenhuisvereniging van Brussel en van Schaarbeek - Universitair Verplegingscentrum Brugmann, 1 lid van de raad van bestuur, benoemd uit zijn leden, - Voor het Universitair Medisch Centrum Sint-Pieter, 1 lid van de raad van bestuur, benoemd uit zijn leden,

- Vertegenwoordigers van de andere niet-stichtende deelgenoten zijn :

- Voor het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere, wordt een lid benoemd door de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Evere, in overeenstemming met het artikel 124, alinea 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
- Voor de gemeente Sint-Joost-ten-Node, 1 lid verkozen door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Evere, 1 lid verkozen door de Gemeenteraad van Evere overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Jette, 1 lid verkozen door de Gemeenteraad van Jette overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Sint-Agatha-Berchem, 1 lid verkozen door de Gemeenteraad van Sint-Agatha-Berchem overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Anderlecht, 1 lid verkozen door de Gemeenteraad van Anderlecht overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Anderlecht, wordt een lid benoemd door de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Anderlecht, in overeenstemming met het artikel 124, alinea 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
- Voor het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Jette, wordt een lid benoemd door de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Jette, in overeenstemming met het artikel 124, alinea

- Vertegenwoordigers van de andere niet-stichtende deelgenoten zijn :

- Voor het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Evere, wordt een lid benoemd door de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Evere, in overeenstemming met het artikel 124, alinea 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
- Voor de gemeente Sint-Joost-ten-Node, 1 lid verkozen door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Evere, 1 lid verkozen door de Gemeenteraad van Evere overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Jette, 1 lid verkozen door de Gemeenteraad van Jette overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Sint-Agatha-Berchem, 1 lid verkozen door de Gemeenteraad van Sint-Agatha-Berchem overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Anderlecht, 1 lid verkozen door de Gemeenteraad van Anderlecht overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Anderlecht, wordt een lid benoemd door de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Anderlecht, in overeenstemming met het artikel 124, alinea 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
- Voor het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Jette, wordt een lid benoemd door de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Jette, in overeenstemming met het artikel 124, alinea

2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

- Voor Jules BORDET Instituut, 1 lid van zijn raad van bestuur aangeduid door de raad.
- Voor Universitair Kinderziekenhuis Koningin Fabiola, 1 lid van zijn raad van bestuur aangeduid door de raad.
- Voor de gemeente Oudergem, een lid verkozen door de Gemeenteraad van Oudergem overeenkomstig artikel 12, §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, een lid verkozen door de Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek overeenkomstig artikel 12, §2 van de nieuwe gemeentewet.

Elk lid van de Algemene Vergadering kan zich met volmacht laten vervangen door een ander lid van deze Algemene Vergadering wetende dat elk lid van de Algemene Vergadering drager mag zijn van maximaal één volmacht.

§ 2. Het mandaat van de leden van de Algemene Vergadering heeft een identieke duur als hun mandaat in de organen van de deelgenoten. Dat mandaat duurt normalerwijze zes jaar.

De leden van de Algemene Vergadering blijven zetelen in de organen van de vereniging zolang ze niet vervangen zijn door de nieuwe leden en dat deze niet in hun ambt bevestigd zijn.

§ 3. Elk lid van de Algemene Vergadering dat de hoedanigheid van vertegenwoordiger verliest van de deelgenoot die hij vertegenwoordigt, wordt verondersteld afstand te doen van alle functies en hoedanigheden die hij vervulde binnen de vereniging.

2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

- Voor Jules BORDET Instituut, 1 lid van zijn raad van bestuur aangeduid door de raad.
- Voor Universitair Kinderziekenhuis Koningin Fabiola, 1 lid van zijn raad van bestuur aangeduid door de raad.
- Voor de gemeente Oudergem, een lid verkozen door de Gemeenteraad van Oudergem overeenkomstig artikel 12, §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, een lid verkozen door de Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek overeenkomstig artikel 12, §2 van de nieuwe gemeentewet.
- Voor de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, een lid verkozen door de Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe overeenkomstig artikel 12, §2 van de nieuwe gemeentewet.

Elk lid van de Algemene Vergadering kan zich met volmacht laten vervangen door een ander lid van deze Algemene Vergadering wetende dat elk lid van de Algemene Vergadering drager mag zijn van maximaal één volmacht.

§ 2. Het mandaat van de leden van de Algemene Vergadering heeft een identieke duur als hun mandaat in de organen van de deelgenoten. Dat mandaat duurt normalerwijze zes jaar.

De leden van de Algemene Vergadering blijven zetelen in de organen van de vereniging zolang ze niet vervangen zijn door de nieuwe leden en dat deze niet in hun ambt bevestigd zijn.

§ 3. Elk lid van de Algemene Vergadering dat de hoedanigheid van vertegenwoordiger verliest van de deelgenoot die hij vertegenwoordigt, wordt verondersteld afstand te doen van alle functies en hoedanigheden die hij vervulde binnen de vereniging.

LES CUISINES BRUXELLOISES

Association régie par la loi du 8 juillet 1976
 Avenue Jean Sobieski 13 – 1020 Bruxelles
 Siège social : Hôtel de Ville
 Grand Place - 1000 Bruxelles

DE BRUSSELSE KEUKENS

Vereniging onderworpen aan de wet van 8 juli 1976
 Jan Sobieskilaan 13 – 1020 Brussel
 Maatschappelijke zetel : Stadhuis
 Grote Markt - 1000 Brussel

<p>In geval een zetel vrijkomt in de Algemene Vergadering, voorzien de mandatarissen van de betrokken deelgenoot in toepassing van de voorgaande paragraaf of eender welke andere omstandigheid, onmiddellijk een vervanger. Het lid dat als vervanger verkozen wordt, bekomt het mandaat van het lid dat hij opvolgt.</p> <p>§ 4. De deelgenoten kunnen op elk ogenblik en voor hetgeen hen aanbelangt, een einde stellen aan het mandaat van de leden van de Algemene Vergadering die respectief door hen aangesteld werden.</p>	<p>In geval een zetel vrijkomt in de Algemene Vergadering, voorzien de mandatarissen van de betrokken deelgenoot in toepassing van de voorgaande paragraaf of eender welke andere omstandigheid, onmiddellijk een vervanger. Het lid dat als vervanger verkozen wordt, bekomt het mandaat van het lid dat hij opvolgt.</p> <p>§ 4. De deelgenoten kunnen op elk ogenblik en voor hetgeen hen aanbelangt, een einde stellen aan het mandaat van de leden van de Algemene Vergadering die respectief door hen aangesteld werden.</p>
<p><u>Artikel 14</u> - Voorzitterschap en Secretariaat</p>	<p><u>Artikel 14</u> - Voorzitterschap en secretariaat</p>
<p>De Algemene Vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de Raad. De verantwoordelijke voor het secretariaat is de Directeur-generaal van de vereniging.</p>	<p>De Algemene Vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de Raad van Bestuur. Wanneer die niet aanwezig is, wordt het voorzitterschap overgenomen door een van de aanwezige leden. Het secretariaat wordt verzekerd door de Algemeen Directeur van de Vereniging.</p>
<p>Hoofdstuk II – Bijeenroeping</p>	<p>Hoofdstuk II – Bijeenroeping</p>
<p><u>Artikel 15</u> – Vergadering</p>	<p><u>Artikel 15</u> – Vergadering</p>
<p>De Algemene Vergadering komt verplicht één keer per jaar samen in de loop van het tweede trimester, op de dagen en tijden die vastgesteld worden door de Raad van Beheer en aangegeven worden in de oproeping.</p> <p>De Raad van Beheer kan de Algemene Vergadering bovendien zo vaak bijeenroepen als hij nodig acht.</p> <p>De Raad van Beheer is verplicht de Algemene Vergadering bijeen te roepen op verzoek van de leden van de Algemene Vergadering die tenminste een derde van de stemmen vertegenwoordigen.</p>	<p>§ 1. De Algemene Vergadering komt verplicht één keer per jaar samen in de loop van het tweede trimester, op de dagen en tijden die vastgesteld worden door de Raad van Beheer en aangegeven worden in de oproeping.</p> <p>De Raad van Beheer kan de Algemene Vergadering bovendien zo vaak bijeenroepen als hij nodig acht.</p> <p>De Raad van Beheer is verplicht de Algemene Vergadering bijeen te roepen op verzoek van de leden van de Algemene Vergadering die tenminste een derde van de stemmen vertegenwoordigen.</p> <p>§ 2. De Algemene Vergadering kan ofwel fysiek worden gehouden, ofwel op afstand door middel van een elektronische communicatietechniek die een collectieve beraadslaging mogelijk maakt, zoals tele- of videoconferenties.</p>

	<p>In de tweede hypothese moet het elektronische communicatiemiddel de vertegenwoordigers van de leden van de Vereniging in staat stellen om rechtstreeks, simultaan en ononderbroken deel te nemen aan de besprekingen die plaatsvinden, en om hun stemrecht uit te oefenen voor alle punten waarvoor de Algemene Vergadering wordt verzocht zich erover uit te spreken.</p>
Artikel 16 – Wijze van bijeenroeping - agenda	Artikel 16 – Wijze van bijeenroeping - agenda
<p>Het bijeenroepen van de Algemene Vergadering gebeurt per gewone brief die is ondertekend door de Directeur-generaal.</p> <p>Deze brief bevat alle punten die door de Raad van Beheer op de agenda gezet worden of op verzoek van de leden van de Algemene Vergadering die tenminste een derde van de stemmen vertegenwoordigen.</p>	<p>§ 1. In de veronderstelling dat de Algemene Vergadering fysiek plaatsvindt, wordt de Algemene Vergadering bijeengeroepen per gewone brief of via e-mail, ondertekend door de Gemeen Directeur.</p> <p>Zij bevatten alle punten die op de agenda zijn gezet door de Raad van Bestuur of op vraag van de leden van de Algemene Vergadering die ten minste een derde van de stemmen vertegenwoordigen.</p> <p>§ 2. In de veronderstelling dat de Algemene Vergadering op afstand plaatsvindt, gebeurt de bijeenroeping via e-mail, ondertekend door de Gemeen Directeur.</p> <p>Zij bevatten alle punten die op de agenda zijn gezet door de Raad van Bestuur of op vraag van de leden van de Algemene Vergadering die ten minste een derde van de stemmen vertegenwoordigen.</p> <p>Zij bevatten bovendien een heldere en precieze beschrijving van de procedures betreffende de deelname op afstand.</p>
Artikel 17 – Termijnen	Artikel 17 – Termijnen
<p>§ 1. Behalve voor dringende gevallen, toegestaan door de Raad van Beheer, gebeurt het bijeenroepen van de Algemene Vergadering tenminste twintig dagen vóór de voorziene datum voor de Algemene Vergadering.</p> <p>Bij die gelegenheid worden de leden van de Algemene Vergadering ertoe uitgenodigd om binnen de acht dagen die volgen op het bijeenroepen, bijkomende punten mede te delen die ze aan de agenda wensen toe te voegen.</p>	<p>§ 1. Behalve voor dringende gevallen, toegestaan door de Raad van Beheer, gebeurt het bijeenroepen van de Algemene Vergadering tenminste twintig dagen vóór de voorziene datum voor de Algemene Vergadering.</p> <p>Bij die gelegenheid worden de leden van de Algemene Vergadering ertoe uitgenodigd om binnen de acht dagen die volgen op het bijeenroepen, bijkomende punten mede te delen die ze aan de agenda wensen toe te voegen.</p>

<p>Indien de agenda tengevolge van de voorafgaande paragraaf gewijzigd of aangevuld wordt, zal een bijkomende agenda per brief en mail verstuurd worden naar de leden van de Algemene Vergadering tenminste drie dagen vóór de voorziene datum van Algemene Vergadering.</p> <p>§ 2. Ingevolge artikel 122 2^e lid van de organieke wet op Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van 8 juli 1976, wanneer de agendapunten verwijzen naar de wijziging van de statuten die voor de leden een verzwaring van hun verplichtingen met zich brengt of een vermindering van hun rechten in de vereniging, moeten ze voorafgaand de goedkeuring van de leden krijgen.</p> <p>In dit opzicht moet het ontwerpbesluit aan de betrokken leden meegedeeld worden, tenminste 30 dagen voor de datum die vastgesteld werd voor de Algemene Vergadering, evenals een herinnering aan de toepasselijke beschikkingen.</p> <p>Elke lid dat niet tijdig een besluit neemt, zal beschouwd worden als zich onthoudend.</p>	<p>Indien de agenda tengevolge van de voorafgaande paragraaf gewijzigd of aangevuld wordt, zal een bijkomende agenda per brief en mail verstuurd worden naar de leden van de Algemene Vergadering tenminste drie dagen vóór de voorziene datum van Algemene Vergadering.</p> <p>§ 2. Ingevolge artikel 122 2^e lid van de organieke wet op Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van 8 juli 1976, wanneer de agendapunten verwijzen naar de wijziging van de statuten die voor de leden een verzwaring van hun verplichtingen met zich brengt of een vermindering van hun rechten in de vereniging, moeten ze voorafgaand de goedkeuring van de leden krijgen.</p> <p>In dit opzicht moet het ontwerpbesluit aan de betrokken leden meegedeeld worden, tenminste 60 dagen voor de datum die vastgesteld werd voor de Algemene Vergadering, evenals een herinnering aan de toepasselijke beschikkingen.</p> <p>Elke lid dat niet tijdig een besluit neemt, zal beschouwd worden als zich onthoudend.</p>
<p>Hoofdstuk III – Bevoegdheden</p>	<p>Hoofdstuk III – Bevoegdheden</p>
<p>Artikel 18 – Verkiezing van de leden van de Raad</p>	<p>Artikel 18 – Verkiezing van de leden van de Raad</p>
<p>Tijdens de zitting voor de ambtsbevestiging, en elke zes jaar, verkiest de Algemene Vergadering de leden van de Raad van Beheer met dubbele meerderheid van twee derden van de stemmen en van twee derden van de stemmen van de vertegenwoordigers van de publiekrechtelijke leden van de vereniging.</p>	<p>Tijdens de installatievergadering, en om de zes jaar, verkiest de Algemene Vergadering de leden van de Raad van Bestuur met een meerderheid van twee derde van de stemmen van de aanwezige leden en voor zover de uitgebrachte positieve stemmen bovendien een gewone meerderheid omvatten van de stemmen uitgebracht door de vertegenwoordigers van de stichtende leden.</p>
<p>Artikel 19 - Bevoegdheden</p>	<p>Artikel 19 - Bevoegdheden</p>
<p>De Algemene Vergadering is bevoegd voor :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de wijziging van de statuten, - de goedkeuring van de rekeningen van de vereniging, - de bepaling van de eventuele bijdragen, te betalen door de deelgenoten, - de vrijwillige ontbinding van de vereniging en de verdeling van het vermogen, 	<p>De Algemene Vergadering is bevoegd voor :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de wijziging van de statuten, - de goedkeuring van de rekeningen van de vereniging, - de bepaling van de eventuele bijdragen, te betalen door de deelgenoten, - de vrijwillige ontbinding van de vereniging en de verdeling van het vermogen,

<ul style="list-style-type: none"> - de toetreding van nieuwe deelgenoten, - de uittreding of de uitsluiting van de deelgenoten, - de verlenging van de duur van de vereniging, - het bepalen van de bedragen van de zitpenningen en vergoedingen, en dat met inachtneming van de geldende regelgeving. <p>De beslissingen die worden aangenomen door de Algemene Vergadering in toepassing van het onderhavige artikel, worden aan elke deelgenoot meegedeeld binnen de 8 dagen volgend op de beslissing.</p> <p>Ook de beslissingen voor goedkeuring, opschorting en/of annulering die door de toezichhoudende overheden over deze beslissingen worden genomen, zullen binnen de 8 dagen volgend op hun kennisgeving aan de vereniging worden meegedeeld aan elke deelgenoot.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - de toetreding van nieuwe deelgenoten, - de uittreding of de uitsluiting van de deelgenoten, - de verlenging van de duur van de vereniging, - het bepalen van de bedragen van de zitpenningen en vergoedingen, en dat met inachtneming van de geldende regelgeving. <p>De beslissingen die worden aangenomen door de Algemene Vergadering in toepassing van het onderhavige artikel, worden aan elke deelgenoot meegedeeld binnen de 8 dagen volgend op de beslissing.</p> <p>Ook de beslissingen voor goedkeuring, opschorting en/of annulering die door de toezichhoudende overheden over deze beslissingen worden genomen, zullen binnen de 8 dagen volgend op hun kennisgeving aan de vereniging worden meegedeeld aan elke deelgenoot.</p>
<p>Hoofdstuk IV – Wijze van besluitvorming</p>	<p>Hoofdstuk IV – Wijze van besluitvorming</p>
<p>Artikel 20 – Aanwezigheidsquora</p>	<p>Artikel 20 – Aanwezigheidsquora</p>
<p>§ 1. De Algemene Vergadering kan enkel op geldige manier besluiten nemen indien de meerderheid van haar leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Ze kan enkel op geldige manier besluiten nemen over punten die op de agenda staan of waarvan de dringendheid toegestaan wordt door tenminste twee derden van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.</p> <p>Indien het quorum, bepaald in de voorgaande paragraaf, niet bereikt wordt, wordt een nieuwe Algemene Vergadering bijeengeroepen binnen de tien dagen. Deze Algemene Vergadering kan op geldige manier besluiten nemen, ongeacht haar samenstelling, over elk punt dat voor een tweede maal op de agenda geplaatst is.</p> <p>De tweede bijeenroepingbrief moet paragraaf 2 van deze statutaire beschikking letterlijk vermelden.</p>	<p>§ 1. De Algemene Vergadering kan slechts rechtsgeldig beraadslagen indien een aanwezigheidsquorum van de enkelvoudige meerderheid van de leden is bereikt en voor zover een aanwezigheidsquorum van de meerderheid van de stichtende leden is bereikt. Zij kan enkel rechtsgeldig beraadslagen over de punten die op de agenda zijn gezet, of waarvan de hoogdringendheid wordt erkend door ten minste twee derde van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.</p> <p>Indien de quorums die zijn vastgelegd in voorgaande alinea, niet zijn vervuld, wordt binnen tien dagen een nieuwe Algemene Vergadering bijeengeroepen. Deze Algemene Vergadering kan rechtsgeldig beraadslagen over elk punt dat een tweede keer op de agenda is gezet, voor zover een aanwezigheidsquorum van de meerderheid van de stichtende leden is bereikt.</p> <p>De tweede bijeenroeping neemt alinea 2 van deze statutaire bepaling letterlijk over.</p>

<p>§ 2. Voor de beslissingen waarvan sprake in artikel 22 van deze statuten, kan de Algemene Vergadering enkel op geldige manier besluiten nemen indien twee derden van haar leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn, en in zoverre de punten in de agenda vermeld stonden.</p> <p>Indien het quorum, bepaald in de voorgaande paragraaf, niet bereikt wordt, kan een nieuwe Algemene Vergadering bijeengeroepen worden. Deze laatste kan op geldige manier besluiten nemen, ongeacht haar samenstelling</p>	<p>§ 2. Voor de beslissingen bedoeld in artikel 22 van deze statuten kan de Algemene Vergadering slechts rechtsgeldig beraadslagen, indien een aanwezigheidsquorum van twee derde is bereikt, en voor zover een meerderheid van de stichtende leden aanwezig is. Zij kan enkel rechtsgeldig beraadslagen over de punten die op de agenda zijn gezet, of waarvan de hoogdringendheid wordt erkend door ten minste twee derde van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.</p> <p>Indien het quorum dat is vastgelegd in voorgaande alinea, niet is vervuld, kan een nieuwe Algemene Vergadering worden bijeengeroepen. Deze Algemene Vergadering kan rechtsgeldig beraadslagen over elk punt dat een tweede keer op de agenda is gezet, voor zover een aanwezigheidsquorum van de meerderheid van de stichtende leden is bereikt.</p>
<p>Artikel 21 – Gewone meerderheden bij stemming</p>	<p>Artikel 21 – Gewone meerderheden en stemming</p>
<p>Onverminderd de uitzonderingen, beschreven in artikel 22 van deze statuten, is voor elke beslissing de meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden vereist.</p> <p>Elk lid van de Algemene Vergadering heeft één stem. In geval van stemmenstaking is de stem van de Voorzitter doorslaggevend. De onthoudingen worden niet meegerekend voor de berekening van de meerderheden.</p> <p>De leden van de Algemene Vergadering stemmen mondeling. Wanneer de stem betrekking heeft op een persoonlijke kwestie, stemmen de leden van de Algemene Vergadering bij geheime stemming. In geval van stemmenstaking bij geheime stemming, wordt het voorstel verworpen.</p>	<p>Onverminderd de uitzonderingen die zijn voorzien in artikel 22 van deze statuten moet een beslissing de gewone meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden verzamelen en voor zover de uitgebrachte positieve stemmen bovendien een gewone meerderheid omvatten van de stemmen uitgebracht door de vertegenwoordigers van de stichtende leden.</p> <p>Elk lid van de Algemene Vergadering heeft één stem. In geval van stemmenstaking is de stem van de Voorzitter doorslaggevend. De onthoudingen worden niet meegerekend voor de berekening van de meerderheden.</p> <p>De leden van de Algemene Vergadering stemmen mondeling. Wanneer de stem betrekking heeft op een persoonlijke kwestie, stemmen de leden van de Algemene Vergadering bij geheime stemming. In geval van stemmenstaking bij geheime stemming, wordt het voorstel verworpen.</p>
<p>Artikel 22 – Gekwalificeerde of bijzondere meerderheden</p>	<p>Artikel 22 – Gekwalificeerde of bijzondere meerderheden</p>
<p>Onverminderd artikel 132 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, is voor de volgende beslissingen een</p>	<p>Onverminderd artikel 132 van de organieke wet van de Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn van 8 juli 1976 moeten de volgende beslissingen twee derde</p>

<p>meerderheid van twee derden van de stemmen vereist :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de wijziging van de statuten, - de toelating van nieuwe leden, - het ontslag of de uitsluiting van leden, - de vrijwillige ontbinding van de Vereniging, - de verlenging van de duur van de Vereniging. 	<p>van de uitgebrachte stemmen verzamelen, en voor zover de uitgebrachte positieve stemmen bovendien een gewone meerderheid omvatten van de stemmen uitgebracht door de vertegenwoordigers van de stichtende leden :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de wijziging van de statuten, - de toelating van nieuwe leden, - het ontslag of de uitsluiting van leden, - de vrijwillige ontbinding van de Vereniging, - de verlenging van de duur van de Vereniging.
<p><u>Artikel 23 – Volmachten</u></p>	<p><u>Artikel 23 – Volmachten</u></p>
<p>De leden van de Algemene Vergadering kunnen slechts van één volmacht drager zijn.</p> <p>Om geldig te zijn, moeten de volmachtmandaten naar de maatschappelijke zetel van de vereniging gestuurd worden, tenminste vijf dagen vóór de voorziene datum van de eerstvolgende Algemene Vergadering. De Voorzitter kan op basis van een beslissing die voor allen dezelfde is, te laat ingediende volmachten toch aanvaarden.</p>	<p>De leden van de Algemene Vergadering kunnen slechts van één volmacht drager zijn.</p> <p>Om geldig te zijn, moeten de volmachtmandaten naar de maatschappelijke zetel van de vereniging gestuurd worden, tenminste vijf dagen vóór de voorziene datum van de eerstvolgende Algemene Vergadering. De Voorzitter kan op basis van een beslissing die voor allen dezelfde is, te laat ingediende volmachten toch aanvaarden.</p>
<p><u>Artikel 24 – Aanwezigheidslijst en proces-verbaal</u></p>	<p><u>Artikel 24 – Aanwezigheidslijst en proces-verbaal</u></p>
<p>§ 1. Vooraleer de bijeenkomst van de Algemene Vergadering bij te wonen, ondertekenen de aanwezige leden een aanwezigheidslijst. Die lijst wordt aan het verslag van de vergadering toegevoegd.</p> <p>§ 2. Tijdens elke Algemene Vergadering wordt een verslag opgesteld. Het wordt ondertekend door de Voorzitter en de Secretaris. Het wordt naar de leden van de Algemene Vergadering verstuurd en meeondertekend in een register. Dat register wordt bewaard in de maatschappelijke zetel van de vereniging, waar alle deelgenoten er kennis kunnen van nemen.</p>	<p>§ 1. Wanneer de Algemene Vergadering fysiek wordt gehouden, tekenen de leden, alvorens de vergadering bij te wonen, een aanwezigheidslijst. Voor de stichtende leden wordt een specifieke aanwezigheidslijst opgemaakt. Deze lijsten worden aangehecht bij het proces-verbaal van de vergadering.</p> <p>§ 2. Wanneer de Algemene Vergadering op afstand wordt gehouden, maken de Voorzitter en de Algemeen Directeur, via het elektronische communicatiemiddel, een aanwezigheidslijst op bij het begin van de vergadering, aan het einde van de vergadering. Voor de stichtende leden wordt een specifieke aanwezigheidslijst opgemaakt. Deze lijsten worden aangehecht bij het proces-verbaal van de vergadering.</p> <p>§ 3. Tijdens elke Algemene Vergadering wordt een proces-verbaal opgemaakt. Dit wordt ondertekend door de Voorzitter en de Algemeen Directeur. Il est adressé aux membres de l'Assemblée générale et</p>

	contresigné dans un registre. Ce registre est conservé au siège social de l'Association où tous les associés peuvent en prendre connaissance sans déplacement.
<u>TITEL IV – De Raad van Beheer</u>	<u>TITEL IV – De Raad van Beheer</u>
Hoofdstuk I – Samenstelling	Hoofdstuk I – Samenstelling
<u>Artikel 25 – Samenstelling</u>	<u>Artikel 25 – Samenstelling</u>
<p>§ 1. De Raad van Beheer is samengesteld uit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 leden die zijn verkozen door de Algemene Vergadering uit haar midden en die ieder van de stichtende leden vertegenwoordigen ; - 1 lid per niet-stichtend lid van de vereniging, verkozen door de Algemene Vergadering uit haar midden. <p>Deze leden zijn stemgerechtigd.</p> <p>§ 2. De Raad van Beheer richt een Gebruikerscomité op.</p>	<p>§ 1. De Raad van Beheer is samengesteld uit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 leden die zijn verkozen door de Algemene Vergadering uit haar midden en die ieder van de stichtende leden vertegenwoordigen ; - 1 lid per niet-stichtend lid van de vereniging, verkozen door de Algemene Vergadering uit haar midden. <p>Deze leden zijn stemgerechtigd.</p> <p>§ 2. Tijdens zijn vergaderingen laat de Raad van Bestuur, in zijn midden toe, met raadgevende stem:</p> <ul style="list-style-type: none"> - De Algemeen Directeur; - De directeur Human Resources; - De financieel directeur; - De aankoopdirecteur - Elke persoon die de Raad van Bestuur wil horen.
<u>Artikel 26 - Voorzitterschap - Vice voorzitterschap - Secretariaat</u>	<u>Artikel 26 - Voorzitterschap - Vice voorzitterschap - Secretariaat</u>
<p>De Raad van Beheer kiest in haar midden en onder haar vertegenwoordigers van de stad Brussel of het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel een voorzitter en een ondervoorzitter, en dit bij elke hernieuwing van de leden van de Raad van Beheer.</p> <p>In geval van afwezigheid of verhindering van hen wordt het voorzitterschap waargenomen door één van de aanwezige leden.</p> <p>De Directeur Generaal van de vereniging staat in voor de secretariaatstaken.</p>	<p>De Raad van Beheer kiest in haar midden en onder haar vertegenwoordigers van de stad Brussel of het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel een voorzitter en een ondervoorzitter, en dit bij elke hernieuwing van de leden van de Raad van Beheer.</p> <p>In geval van afwezigheid of verhindering van hen wordt het voorzitterschap waargenomen door één van de aanwezige leden.</p> <p>De Directeur Generaal van de vereniging staat in voor de secretariaatstaken.</p>
<u>Artikel 27 – Duur van de mandaten – Vacatures</u>	<u>Artikel 27 – Duur van de mandaten – Vacatures</u>
§ 1. Het mandaat van de bestuurders heeft een duur die identiek is aan die van hun mandaat in de organen	§ 1. Het mandaat van de bestuurders heeft een duur die identiek is aan die van hun mandaat in de organen

<p>van de deelgenoten die ze vertegenwoordigen. Normalerweise is dat zes jaar.</p> <p>De leden van de Algemene Vergadering kunnen op elk moment een einde maken aan het mandaat van de bestuurders die ze aangesteld hebben. Elke bestuurder die de hoedanigheid van lid van de Algemene Vergadering verliest, wordt van rechtswege verondersteld af te treden.</p> <p>De bestuurders blijven zetelen in de organen van de vereniging zolang ze niet vervangen zijn en de bestuurders, aangesteld als vervangers, nog niet in hun ambt bevestigd zijn.</p> <p>Elke bestuurder moet op ten minste 50% van de vergaderingen van de bestuursorganen waarvan hij in het afgelopen kalenderjaar lid is geweest, aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Als dat niet het geval is, wordt het lid dat hij vertegenwoordigt, daarvan in kennis gesteld en verzocht om eventueel in zijn vervanging te voorzien.</p>	<p>van de deelgenoten die ze vertegenwoordigen. Normalerweise is dat zes jaar.</p> <p>De leden van de Algemene Vergadering kunnen op elk moment een einde maken aan het mandaat van de bestuurders die ze aangesteld hebben. Elke bestuurder die de hoedanigheid van lid van de Algemene Vergadering verliest, wordt van rechtswege verondersteld af te treden.</p> <p>De bestuurders blijven zetelen in de organen van de vereniging zolang ze niet vervangen zijn en de bestuurders, aangesteld als vervangers, nog niet in hun ambt bevestigd zijn.</p> <p>Elke bestuurder moet op ten minste 50% van de vergaderingen van de bestuursorganen waarvan hij in het afgelopen kalenderjaar lid is geweest, aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Als dat niet het geval is, wordt het lid dat hij vertegenwoordigt, daarvan in kennis gesteld en verzocht om eventueel in zijn vervanging te voorzien.</p>
<p>Hoofdstuk II – Bevoegdheden</p>	<p>Hoofdstuk II – Bevoegdheden</p>
<p>Artikel 28 – Bevoegdheden en afvaardigingen</p>	<p>Artikel 28 – Bevoegdheden en afvaardigingen</p>
<p>§ 1. De Raad van Beheer bezit alle machten die niet specifiek door de wet of door de statuten aan de Algemene Vergadering voorbehouden zijn.</p> <p>De Raad van Beheer vertegenwoordigt de vereniging bij rechtshandelingen. Niettemin kan het Permanent Bureau van de vereniging in dringende gevallen op geldige manier handelen voor het gerecht of voor de administratieve rechtspraak, onder voorbehoud van de ratificering door de Raad van Beheer van de op die manier verrichte handelingen.</p> <p>In extreem dringende gevallen, kan de Raad van Beheer een voorlopige beslissing nemen in domeinen die normalerwijze onder de bevoegdheid van de Algemene Vergadering vallen. De Raad van Beheer zal de omstandigheden en de motieven moeten uitleggen die volgens de Raad rechtvaardigen een beroep gedaan te hebben op deze mogelijkheid, in het kader van een uitvoerige verklaring, afgelegd tijdens de eerstkomende Algemene Vergadering.</p>	<p>§ 1. De Raad van Beheer bezit alle machten die niet specifiek door de wet of door de statuten aan de Algemene Vergadering voorbehouden zijn.</p> <p>De Raad van Bestuur vertegenwoordigt de Vereniging bij zijn gerechtelijke stappen. In geval van hoogdringendheid evenwel kan de Voorzitter van de Raad van Bestuur rechtsgeldig handelen voor het gerecht of voor de administratieve jurisdicties, onder voorbehoud van bekrachtiging door de Raad van Bestuur van de aldus gestelde handelingen.</p> <p>In extreem dringende gevallen, kan de Raad van Beheer een voorlopige beslissing nemen in domeinen die normalerwijze onder de bevoegdheid van de Algemene Vergadering vallen. De Raad van Beheer zal de omstandigheden en de motieven moeten uitleggen die volgens de Raad rechtvaardigen een beroep gedaan te hebben op deze mogelijkheid, in het kader van een uitvoerige verklaring, afgelegd tijdens de eerstkomende Algemene Vergadering.</p>

<p>§ 2. De Raad van Beheer stelt een huishoudelijk reglement op.</p>	<p>§ 2. De Raad van Beheer stelt een huishoudelijk reglement op.</p> <p>§ 3. De Raad van Bestuur beschikt over de ruimste bevoegdheden voor alle bestuurs- en courante beheershandelingen die de vereniging aanbelangen.</p> <p>Hij kan een deel van zijn bevoegdheden inzake courant beheer delegeren aan de Algemeen Directeur. De modaliteiten van een dergelijke delegatie worden gepreciseerd in het Huishoudelijk Reglement.</p>
<p>Hoofdstuk III – Bijeenroepen en wijze van besluitvorming</p>	<p>Hoofdstuk III – Bijeenroepen en wijze van besluitvorming</p>
<p>Artikel 29 – Vergadering en bijeenroeping</p>	<p>Artikel 29 – Vergadering en bijeenroeping</p>
<p>De Raad van Beheer vergadert tenminste één keer per trimester. De Voorzitter roept de Raad van Beheer bijeen, elke keer dat dit gerechtvaardigd is in het belang van de vereniging en op verzoek van vijf bestuurders. Het bericht tot bijeenroepen wordt per post of per mail, ten minste vijf dagen vóór de voorziene datum van bijeenkomst, verstuurd.</p>	<p>§ 1. Le Conseil d’administration se réunit au moins une fois par trimestre. Le Président convoque le Conseil d’administration à chaque fois que l’intérêt de l’association le justifie et à la demande de cinq administrateurs. De bijeenroepingen worden geadresseerd per gewone brief of via e-mail, ten minste vijf dagen voor de datum die is voorzien voor de vergadering.</p> <p>§ 2. De Raad van Bestuur kan ofwel fysiek worden gehouden, ofwel op afstand door middel van een elektronische communicatietechniek die een collectieve beraadslaging mogelijk maakt, zoals tele- of videoconferenties.</p> <p>In de tweede hypothese moet het elektronische communicatiemiddel de vertegenwoordigers van de leden van de Vereniging in staat stellen om rechtstreeks, simultaan en ononderbroken deel te nemen aan de besprekingen die plaatsvinden, en om hun stemrecht uit te oefenen voor alle punten waarvoor de Raad van Bestuur wordt verzocht zich erover uit te spreken.</p>
<p>Artikel 30 – Aanwezigheidsquora</p>	<p>Artikel 30 – Aanwezigheidsquora</p>
<p>De Raad van Beheer kan enkel op geldige manier besluiten nemen indien de meerderheid van haar</p>	<p>De Raad van Bestuur kan slechts rechtsgeldig beraadslagen indien een aanwezigheidsquorum van de</p>

<p>leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Hij kan enkel op geldige manier besluiten nemen over die punten die op de agenda staan.</p> <p>Indien het aanwezigheidsquorum, vastgelegd in de voorgaande paragraaf, niet bereikt wordt, wordt een nieuwe Raad van Beheer bijeengeroepen binnen de 14 dagen. Deze Raad van Beheer kan op geldige manier besluiten nemen, ongeacht zijn samenstelling, over elk punt dat voor een tweede maal op de agenda geplaatst werd.</p> <p>De tweede bijeenroepingbrief moet paragraaf 2 van deze statutaire beschikking letterlijk vermelden.</p>	<p>enkelvoudige meerderheid van de leden is bereikt en voor zover een aanwezigheidsquorum van de meerderheid van de stichtende leden is bereikt. Hij kan enkel rechtsgeldig beraadslagen over de punten die op de agenda zijn gezet.</p> <p>Indien het aanwezigheidsquorum zoals gedefinieerd in voorgaande alinea, niet is bereikt, wordt een nieuwe Raad van Bestuur bijeengeroepen binnen veertien dagen. Deze Raad van Bestuur kan rechtsgeldig beraadslagen over elk punt dat een tweede keer op de agenda is gezet, en voor zover een aanwezigheidsquorum van de meerderheid van de stichtende leden is bereikt.</p> <p>De tweede bijeenroepingbrief moet paragraaf 2 van deze statutaire beschikking letterlijk vermelden.</p>
<p>Artikel 31 – Meerderheden bij stemming</p>	<p>Artikel 31 – Meerderheden bij stemming</p>
<p>De beslissingen van de Raad van Beheer zijn enkel geldig indien ze de meerderheid van de stemmen halen. Elk lid van de Raad van Beheer heeft één stem. In geval van stemmenstaking is de stem van de Voorzitter doorslaggevend. De onthoudingen worden niet meegerekend voor de berekening van de meerderheden.</p> <p>De leden van de Raad van Beheer stemmen mondeling. Indien de stemming betrekking heeft op een persoonlijke kwestie, stemmen de leden van de Raad van Beheer bij geheime stemming. In geval van stemmenstaking bij geheime stemming, wordt het voorstel afgewezen.</p>	<p>De beslissingen van de Raad van Bestuur worden slechts rechtsgeldig genomen indien zij de gewone meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden verzamelen en voor zover de uitgebrachte positieve stemmen bovendien een gewone meerderheid omvatten van de stemmen uitgebracht door de vertegenwoordigers van de stichtende leden. Elk lid van de Raad van Bestuur beschikt over één stem. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter doorslaggevend. Voor de berekening van de meerderheden wordt geen rekening gehouden met de onthoudingen.</p> <p>De leden van de Raad van Beheer stemmen mondeling. Indien de stemming betrekking heeft op een persoonlijke kwestie, stemmen de leden van de Raad van Beheer bij geheime stemming. In geval van stemmenstaking bij geheime stemming, wordt het voorstel afgewezen.</p>
<p>Artikel 32 – Volmachten</p>	<p>Artikel 32 – Volmachten</p>
<p>Elke bestuurder kan zich, voor een bepaalde bijeenkomst, laten vertegenwoordigen door een andere bestuurder. De leden van de Raad van Beheer kunnen slechts van één volmacht dragen.</p> <p>Om geldig te zijn, moeten de vertegenwoordigingsmandaten naar de</p>	<p>Elke bestuurder kan zich, voor een bepaalde bijeenkomst, laten vertegenwoordigen door een andere bestuurder. De leden van de Raad van Beheer kunnen slechts van één volmacht dragen.</p> <p>Om geldig te zijn, moeten de vertegenwoordigingsmandaten naar de</p>

<p>maatschappelijke zetel van de vereniging gestuurd worden ten laatste de avond vóór de vastgelegde datum van de bijeenkomst van de Raad van Beheer. De Voorzitter kan, op basis van een beslissing die voor allen gelijk is, te laat ingediende volmachten toch toestaan.</p>	<p>maatschappelijke zetel van de vereniging gestuurd worden ten laatste de avond vóór de vastgelegde datum van de bijeenkomst van de Raad van Beheer. De Voorzitter kan, op basis van een beslissing die voor allen gelijk is, te laat ingediende volmachten toch toestaan.</p>
<p>Artikel 33 – Aanwezigheidslijst en verslag</p>	<p>Artikel 33 – Aanwezigheidslijst en verslag</p>
<p>§ 1. Vooraleer een bijeenkomst van de Raad van Bestuur bij te wonen, ondertekenen de leden een aanwezigheidslijst. Die lijst wordt aan het verslag van de vergadering toegevoegd.</p> <p>§ 2. Bij elke vergadering van de Raad van Beheer wordt een verslag opgesteld. Het wordt ondertekend door de Voorzitter en de Directeur-generaal. Het wordt verstuurd naar de leden van de Raad van Beheer en meeondertekend in een register. Dat register wordt bewaard op de maatschappelijke zetel van de vereniging, waar alle deelgenoten er kennis van kunnen nemen.</p>	<p>§ 1. Wanneer de Raad van Bestuur fysiek wordt gehouden, tekenen de leden, alvorens de vergadering van de Raad van Bestuur bij te wonen, een aanwezigheidslijst. Voor de stichtende leden wordt een specifieke aanwezigheidslijst opgemaakt. Deze lijsten worden aangehecht bij het proces-verbaal van de vergadering.</p> <p>§ 2. Wanneer de Raad van Bestuur op afstand wordt gehouden, maken de Voorzitter en de Algemeen Directeur, via het elektronische communicatiemiddel, een aanwezigheidslijst op bij het begin van de vergadering, aan het einde van de vergadering. Voor de stichtende leden wordt een specifieke aanwezigheidslijst opgemaakt. Deze lijsten worden aangehecht bij het proces-verbaal van de vergadering.</p> <p>§ 3. Bij elke vergadering van de Raad van Beheer wordt een verslag opgesteld. Het wordt ondertekend door de Voorzitter en de Directeur-generaal. Het wordt verstuurd naar de leden van de Raad van Beheer en meeondertekend in een register. Dat register wordt bewaard op de maatschappelijke zetel van de vereniging, waar alle deelgenoten er kennis van kunnen nemen.</p>
<p>Artikel 34 – Verbodsbepalingen en persoonlijke verplichtingen</p>	<p>Artikel 34 – Verbodsbepalingen en persoonlijke verplichtingen</p>
<p>De artikels 36, paragraaf 2 en 37 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976 zijn van toepassing op de leden van de Raad van Beheer evenals op ieder die ertoe gebracht wordt deel te nemen aan de besluitneming.</p> <p>De leden van de Raad van Beheer verbinden zich tot geen enkele persoonlijk verplichting uit hoofde van hun functies en zijn enkel aansprakelijk voor de</p>	<p>De artikels 36, paragraaf 2 en 37 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976 zijn van toepassing op de leden van de Raad van Beheer evenals op ieder die ertoe gebracht wordt deel te nemen aan de besluitneming.</p> <p>De leden van de Raad van Beheer verbinden zich tot geen enkele persoonlijk verplichting uit hoofde van hun functies en zijn enkel aansprakelijk voor de</p>

uitvoering van hun mandaat en de fouten, begaan in hun beheer.	uitvoering van hun mandaat en de fouten, begaan in hun beheer.
Hoofdstuk IV – Permanent Bureau	Hoofdstuk IV – Permanent Bureau Schrapping van hoofdstuk
Artikel 35 – Samenstelling, bijeenroeping en bevoegdheden	Artikel 35 – Samenstelling, bijeenroeping en bevoegdheden Schrapping van artikel
<p>§ 1. De Raad van Beheer richt in zijn midden een Permanent Bureau op dat elf leden telt.</p> <p>Het Permanent Bureau wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Raad van Beheer. Indien de Voorzitter afwezig of verhinderd is, treedt de Ondervoorzitter van de Raad van Beheer of een ander aanwezig lid van het Bureau in zijn plaats.</p> <p>De voorzitter roept, in de hem aangewezen termijn, het Permanent bureau bijeen in functie van de noodzaak van het beheer van de vereniging en van de urgenties. De uitnodigingen worden per mail verstuurd.</p> <p>De beslissingen worden genomen met absolute meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden en indien mogelijk, met eenparigheid van stemmen. Die beslissingen worden geratificeerd door de Raad van Beheer tijdens diens eerstkomende bijeenkomst.</p> <p>§ 2. Het Permanent Bureau is belast met het dagelijkse bestuur van de vereniging. Het heeft de meest brede bevoegdheid voor alle administratieve en beheersoperaties gericht op de verwezenlijking van de sociale doeleinden van de vereniging en meerbepaald, om de doeleinden te bereiken die door de Raad van Beheer vooropgesteld werden. De Raad van Beheer kan het Bureau een voorbereidende functie toekennen in kwesties die uit zijn bevoegdheid voortvloeien.</p> <p>Het Permanent Bureau voert in elk geval de volgende taken uit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - het brengt het door de Raad van Beheer goedgekeurde budget ten uitvoer, - het is verantwoordelijk voor het financiële beheer van de vereniging en in ieder geval voor het tekenen van alle overheidsopdrachten, diensten en 	

<p>leveringen aan derden, onderhoudscontracten en verzekeringscontracten, - het is verantwoordelijk voor het personeelsbeleid van de vereniging.</p> <p>§ 3. Het Permanent Bureau kan sommige van zijn bevoegdheden delegeren aan de Directeur-generaal van de vereniging. Deze laatste zetelt en heeft stemgerechtigheid in het Permanent Bureau.</p>	
<p><u>TITEL V – Boekhoudkundige en financiële beschikkingen</u></p>	<p><u>TITEL V – Boekhoudkundige en financiële beschikkingen</u></p>
<p><u>Artikel 36 – Boekhoudkundige beschikkingen</u></p>	<p><u>Artikel 35 – Boekhoudkundige beschikkingen</u></p>
<p>De regels, van toepassing op de boekhouding van de vereniging, zijn diegene die gedefinieerd worden in artikel 129 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976.</p>	<p>De regels, van toepassing op de boekhouding van de vereniging, zijn diegene die gedefinieerd worden in artikel 129 van de organieke wet op openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976.</p>
<p><u>Artikel 37 – Financiële beschikkingen</u></p>	<p><u>Artikel 36 – Financiële beschikkingen</u></p>
<p>De deelgenoten nemen de exploitatiekosten ten laste die voortkomen uit de werking van de vereniging volgens het verdelingsstelsel, bepaald door de Algemene Vergadering.</p> <p>De deelgenoten betalen voorschotten bestemd om exploitatiekosten te dekken. Na eventueel het bedrag bepaald te hebben van een eerste voorschot, bestemd om de eerste drie maanden van de activiteiten te dekken, door een revolving fonds samen te stellen voor de vereniging, bepaalt de Raad van Beheer het bedrag van de kwartaalvoorschotten die de deelgenoten desgevallend moeten betalen.</p>	<p>De leden dragen de uitbatingskosten die worden gemaakt door de werking van de Vereniging volgens de verdeelsleutel die is vastgelegd door de Algemene Vergadering, en die is opgenomen in de kostprijs van de prestatie zoals vastgelegd bij de aansluiting of na wijziging door de Raad van Bestuur.</p> <p>De deelgenoten betalen voorschotten bestemd om exploitatiekosten te dekken. Na eventueel het bedrag bepaald te hebben van een eerste voorschot, bestemd om de eerste drie maanden van de activiteiten te dekken, door een revolving fonds samen te stellen voor de vereniging, bepaalt de Raad van Beheer het bedrag van de kwartaalvoorschotten die de deelgenoten desgevallend moeten betalen.</p>
<p><u>TITEL VI – Relaties met derden</u></p>	<p><u>TITEL VI – Relaties met derden</u></p>
<p><u>Artikel 38</u></p>	<p><u>Artikel 37</u></p>
<p>Onverminderd de beschikkingen van deze statuten vertegenwoordigen de Raad, het Permanente Bureau en de Directeur-generaal ieder de vereniging ten</p>	<p>Onverminderd de beschikkingen van deze statuten vertegenwoordigen de Raad, het Permanente Bureau en de Directeur-generaal ieder de vereniging ten</p>

<p>overstaan van derden, in hetgeen hen aanbelangt en binnen hun respectieve bevoegdheden.</p> <p>Elk document dat van de vereniging uitgaat en geen deel uitmaakt van het dagelijks bestuur, wordt ondertekend door de Voorzitter van de Raad van Beheer of de Directeur-generaal.</p>	<p>overstaan van derden, in hetgeen hen aanbelangt en binnen hun respectieve bevoegdheden.</p> <p>Elk document dat van de vereniging uitgaat en geen deel uitmaakt van het dagelijks bestuur, wordt ondertekend door de Voorzitter van de Raad van Beheer of de Directeur-generaal.</p>
<p><u>TITEL VII – Slotbepalingen</u></p>	<p><u>TITEL VII – Slotbepalingen</u></p>
<p>Eerste boekjaar: Uitzonderlijk zal het eerste boekjaar beginnen op één september 2004 om te eindigen op éénendertig december twee duizend 2005.</p> <p>Datum van de eerste gewone algemene vergadering: De eerste gewone algemene vergadering zal ten laatste in het jaar 2006 plaatsgrijpen.</p> <p>Overwicht: De vergadering beslist dat in geval van eventuele verschil tussen de Franstalige en de Nederlandstalige versie van huidige statuten, de Franstalige versie de voorkeur zal hebben.</p>	<p>Eerste boekjaar: Uitzonderlijk zal het eerste boekjaar beginnen op één september 2004 om te eindigen op éénendertig december twee duizend 2005.</p> <p>Datum van de eerste gewone algemene vergadering: De eerste gewone algemene vergadering zal ten laatste in het jaar 2006 plaatsgrijpen.</p> <p>Overwicht: De vergadering beslist dat in geval van eventuele verschil tussen de Franstalige en de Nederlandstalige versie van huidige statuten, de Franstalige versie de voorkeur zal hebben.</p>